



Thème 4 – Dynamiques et ruptures dans les sociétés européennes du XVII^e siècle au début du XIX^e siècle

Sommaire

Présentation générale du thème	2
Chapitre 1 - Tensions, mutations et crispations de la société d'ordres	4
• Enjeux historiographiques	4
• Orientations pour la mise en œuvre	9
• Pièges à éviter	16
Chapitre 2 – La Révolution et l'Empire : une nouvelle conception de la nation et ses conséquences en Europe (1789-1814)	16
• Enjeux historiographiques	16
• Orientations pour la mise en œuvre	20
• Pièges à éviter	28
Bibliographie et ressources	28
• Sur le chapitre 1	28
• Sur le chapitre 2	30

Chapitre 1 – Tensions, mutations et crispations de la société d'ordres

Objectifs du chapitre	<p>Ce chapitre vise à montrer la complexité de la société d'ordres. On peut mettre en avant dans les deux pays :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le poids de la fiscalité et des droits féodaux sur le monde paysan ; • une amélioration progressive de la condition des paysans au XVIII^e siècle ; • le monde urbain comme lieu où se côtoient hiérarchies traditionnelles (juridiques) et hiérarchies nouvelles (économiques) ; • le maintien de l'influence de la noblesse ; • les progrès de la connaissance et la pensée des Lumières remettant en cause les bases de la société d'ordres ; • le despotisme éclairé de Charles III en Espagne (Ilustración).
-----------------------	---

Chapitre 2 – La Révolution et l'Empire : une nouvelle conception de la nation et ses conséquences en Europe (1789-1814)

Objectifs du chapitre	<p>Ce chapitre vise à montrer l'ampleur de la rupture révolutionnaire avec « l'Ancien Régime » et les conséquences en Europe des guerres de la Révolution et de l'Empire. On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la formulation des grands principes de la modernité politique synthétisés dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ; • la volonté d'unir la nation, désormais souveraine, autour de ces principes malgré les conflits et débats qui caractérisent la période ; • l'établissement par Napoléon Bonaparte d'un ordre politique autoritaire qui conserve néanmoins certains principes de la Révolution ; • les modalités de diffusion de ces principes en Europe ; • l'impact de la Révolution française en Espagne et la guerre de l'Indépendance (les Cortes de Cadix et la Constitution de 1812) ; • la réaction contre l'absolutisme et l'émancipation de l'Amérique espagnole, un héros national de l'indépendance (Bolivar).
-----------------------	---

Présentation générale du thème

Ce dernier thème de la classe de seconde Bachibac reprend le libellé du programme national, mais il diffère cependant sur un point : le chapitre « Tensions, mutations et crispations de la société d'ordres » se substitue à celui sur « Les Lumières et le développement des sciences », dont l'étude fait néanmoins partie des objectifs du chapitre de Bachibac. De plus, le dernier chapitre de ce thème est consacré à « La Révolution et l'Empire : une nouvelle conception de la nation et ses conséquences en Europe (1789-1814) », période qui, dans le programme national, est abordée en classe de première sous le titre « La Révolution française et l'Empire : une nouvelle conception de la nation ». Ces singularités du thème impliquent un traitement particulier de cette question en Bachibac, où le croisement entre l'histoire de la France et l'histoire de l'Espagne, et aussi celle des Amériques, amène à mener des comparaisons notamment à propos des sociétés dans ces territoires, à mettre en évidence les points communs (structure en trois ordres hiérarchisés, différenciation entre privilégiés et non privilégiés) et les différences (poids plus important de l'Église en Espagne, Inquisition).

Le libellé du thème invite à un traitement sous la forme d'une analyse diachronique du XVII^e au début du XIX^e siècle et d'une caractérisation des évolutions qui opèrent au sein des sociétés française et espagnole dites d'Ancien Régime :

- permanence du poids et de l'influence des ordres privilégiés, clergé et noblesse ;
- émergence d'une bourgeoisie, groupe social lié au monde urbain, démographiquement minoritaire et qui au sein du troisième et dernier ordre de la société d'Ancien Régime connaît un essor lié aux activités de la finance, du commerce, des manufactures et de l'artisanat.

Face aux évolutions des sociétés, il convient d'éviter une approche téléologique tournée vers la période révolutionnaire qui occulterait les permanences : influences et rôle de la noblesse (puissance de l'aristocratie de cour, réaction nobiliaire du XVIII^e siècle en France et en Espagne face aux réformes) mais également du clergé, qui demeure un élément structurant (religion, institutions hospitalières et d'assistance, enseignement, etc.), poids démographique de la paysannerie, question des pauvres et des vagabonds, existence de crises frumentaires, de disettes, d'épidémies de peste (Marseille en 1720) et de variole, etc.

Plus globalement, ce thème couvre une large période allant du XVII^e au début du XIX^e siècle, sans que soit faite aucune mention explicite de bornes chronologiques¹. L'étude du XVII^e siècle complète l'approche politique menée dans le thème 3, tandis que le XVIII^e siècle est au cœur de ce thème, un XVIII^e siècle qui, pour la France, s'étendrait de la mort de Louis XIV (1^{er} septembre 1715) et de la régence de Philippe d'Orléans (1715-1723) à l'année 1789, et, pour l'Espagne, de la fin de la guerre de Succession d'Espagne (1714) et du règne de Philippe V, premier souverain de la dynastie des Bourbons, à la fin du règne de Charles III. Ces années, du mitan de la décennie 1710 à la fin des années 1780, marquent des deux côtés des Pyrénées une période de transition caractérisée par des dynamiques et des ruptures qui permettent d'analyser les tensions, mutations et crispations de cette société d'ordres hiérarchisée et inégalitaire. Les Bourbons de France et d'Espagne règnent sur des sociétés composées de sujets/*subditos* dans le contexte de la société d'ordres (clergé, noblesse et tiers état/*sociedad estamental - clero, nobleza, pueblo llano o estado llano o tercer estado*) que l'on retrouve notamment dans la représentation politique des états provinciaux et généraux du royaume de France ainsi que dans les *Cortes* ibériques. Dans les deux monarchies, la société est marquée par des tensions, des mutations et des crispations. Ainsi les trois ordres traditionnels évoluent-ils par une hiérarchisation et stratification interne en groupes sociaux avec des caractéristiques propres, tant du point de vue socio-économique que culturel : haut et bas clergés/*alto y bajo cleros*, noblesses d'épée/*nobleza militar*, de robe/*de toga o de función*, de cloche/*patriciado urbano*, bourgeoisie/*burguesia*, artisans/*artesanos*... En outre, le tiers état, qui est de très loin le plus nombreux, est un ordre particulièrement composite, au sein duquel de fortes disparités opposent les groupes sociaux, à l'instar de la bourgeoisie et des roturiers propriétaires terriens au regard des petits artisans, fermiers ou métayers. En outre, le tiers état est organisé au travers des corporations/*gremios o cofradías, guildas*, qui demeurent des éléments structurants importants dans le monde urbain.

Le moment de rupture majeur que constituent les périodes révolutionnaire, napoléonienne et impériale en France (1789-1814/1815), la crise de l'Ancien Régime sous Charles IV (1788-1808), la guerre de l'Indépendance en Espagne (1808-1814) et le règne de Joseph I^{er} Bonaparte (1808-1813), sont à étudier dans le second chapitre.

C'est aussi pendant les décennies 1800-1810 que l'Amérique espagnole entre dans un processus d'émancipation où émerge la figure de Simón Bolívar (1783-1830). Le *Grito*

1. S'agissant du XVII^e siècle, il peut être borné par les décennies 1610-1620 (mort d'Henri IV en 1610, mort de Miguel de Cervantès en 1616, début de la guerre de Trente Ans en 1618, mort de Philippe III en 1621) et les décennies 1700-1710. Un faisceau de faits historiques, tant en France qu'en Espagne, fait de 1814 la borne finale avec la restauration des Bourbons (Louis XVIII et Ferdinand VII) et d'un régime monarchique plus ou moins absolutiste : en France, abdication de Napoléon à Fontainebleau, le 6 avril 1814, et première restauration des Bourbons (Louis XVIII) ; retour de Ferdinand VI en Espagne le 22 mars, *Manifiesto de los Persas* du 12 avril 1814, *Real decreto de Valencia* du 4 mai 1814, dissolution des *Cortes* le 10 mai 1814, création de la *Comisión de Causas de Estado* pour réprimer les partisans du libéralisme.

de Dolores du 16 septembre 1810 appelle à l'insurrection contre les Espagnols² : cet événement est traditionnellement considéré comme l'acte initial de la « *América revolucionaria* » aboutissant aux indépendances qui s'égrènent de 1811 – indépendance du Venezuela proclamée par le *Congreso General* et début des campagnes de José de San Martín et de Simón Bolívar – à 1828 – défaites espagnoles à Junín et Ayacucho. À cet égard, il convient de noter que le retour de Ferdinand VII en 1814 et la restauration de l'absolutisme radicalisent le conflit entre les *realistas*, fidèles à la monarchie, et les partisans de l'indépendance³.

Ce thème mobilise les notions suivantes : **Ancien Régime, Lumières, ordres, révolution.**

On pourra consacrer à ce thème de 8 à 10 heures.

Problématique générale du thème : Dans quelle mesure les évolutions structurelles et intellectuelles ont-elles des effets sur les sociétés en France et en Espagne du XVII^e au début du XIX^e siècle ?

Chapitre 1 - Tensions, mutations et crispations de la société d'ordres

Enjeux historiographiques

La société du XVII^e siècle espagnol a été un champ de recherche où se sont illustrés plusieurs historiens français, comme Pierre Chaunu ou encore Bartolomé Bennassar, des hispanistes anglo-saxons, dont John Elliot, et des historiens espagnols, à l'instar d'Antonio Domingues Ortiz. Ce siècle est celui des *Austrias Menores* (de l'accession au trône de Philippe III en 1598 à la mort de Charles III en 1700), des derniers temps du Siècle d'or et d'un déclin de la puissance de la *Monarquía Hispánica*. Les travaux des historiens hispanistes ont mis en évidence des éléments caractéristiques de cette dernière comme :

- une fiscalité dont le poids croissant s'inscrit dans le contexte des guerres que l'État espagnol doit financer, notamment dans les Pays-Bas (*Guerra de los Ochenta Años* qui se conclut par le traité de Münster en 1648) et contre la France (traité des Pyrénées en 1659) ;
- la persistance des calamités comme les épidémies de peste, les mauvaises récoltes et les famines, qui font reculer la population de 8 millions d'habitants en 1600 à 5 millions au milieu du XVII^e siècle.

Cependant, la société espagnole connaît aussi des mutations avec l'essor des villes et les transformations du monde urbain.

Le XVIII^e siècle – siècle des Lumières (*de la Ilustración o de las Luces*) – est l'objet d'intenses débats historiographiques en Espagne après 1833 et la mort de Ferdinand

2. Michel Bertrand (dir.), « [Les indépendances en Amérique latine](#) », *Caravelle* n° 94, Toulouse (PUM), 2010. Dalila Chine, « [Miguel Hidalgo ou les récits d'une figure emblématique de l'indépendance mexicaine](#) », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM* n° 19, 2010. François Chevalier, *L'Amérique latine de l'Indépendance à nos jours*, Paris (PUF), 1993.

3. Gilles Bataillon, « [Indépendances et révolutions](#) », *Problèmes d'Amérique latine*, 2010/3 (N° 77), p. 5-8. Enrique Fernandez Domingo et Nathalie Ludec (dir.), [Regards sur deux siècles d'indépendance : significations du Bicentenaire en Amérique latine](#), *Les Cahiers ALHIM*, 2010.

VII, entre ceux qui voient dans cette période la matrice d'une Espagne entrant dans la modernité d'une Europe libérale et de progrès, et les partisans d'une vision conservatrice voire réactionnaire, qui dénoncent cette période comme l'origine d'une anti-Espagne par opposition à une Espagne éternelle que fit sien le franquisme⁴.

Au cours du XIX^e siècle, durant lequel le rôle de l'histoire est d'armer la conscience nationale, deux moments historiographiques majeurs se dessinent :

- celui de la construction de l'État libéral (1833-1874), avec notamment les travaux de Modesto Lafuente y Zamalloa (1806-1866), auteur de la *Historia General de España* (1850–1867)⁵ ;
- celui de la Restauration de la monarchie en 1875 avec l'œuvre d'Antonio Cánovas del Castillo (1828-1897), qui a dirigé les 18 volumes de la *Historia general de España escrita por individuos de número de la Real Academia de la Historia* (1890-1894), développant une optique à la fois nationaliste, conservatrice et unitariste.

Ce clivage perdure au cours du siècle suivant : les premières décennies du XX^e siècle sont dominées par une historiographie libérale représentée par Rafael Altamira (1866-1951)⁶, auteur de *Historia de España y de la civilización española* (1899-1911) et du *Manual de Historia de España* (1927). Le modèle conservateur est poursuivi par Antonio Ballesteros (1880-1949)⁷ et son *Historia de España y su influencia en la historia universal* (1919-1941, 10 volumes). L'historiographie espagnole des années 1940 à 1970 est profondément sous l'influence du franquisme, des institutions du régime, notamment du *Consejo Superior de Investigaciones Científicas*, créé en 1944, et d'un fort encadrement idéologique formulé par la loi du 20 septembre 1938 qui proclame « *la revalorización de lo español y, en definitiva, la extirpación del pesimismo antihispanico y extranjerizante, hijo de la odiosa y mendaz leyenda negra.* ». L'histoire du XVIII^e siècle espagnol se fait ainsi très largement hors d'Espagne, même si ce siècle n'est pas la période centrale des hispanistes français et britanniques, qui travaillent surtout sur le *Siglo de Oro*, les XVI^e et XVII^e siècles.

Durant les années 1980, le débat historiographique et les recherches sur le *siglo de las Luces* connaissent un renouveau dans le contexte d'une Espagne démocratique et des commémorations de différents bicentennaires, notamment celui de la mort de Charles III. *La Ilustración* ou *lusracionalismo* est une période traditionnellement présentée comme connaissant son acmé durant la seconde moitié du XVIII^e sous le règne de Charles III (*despotismo ilustrado*). Mais selon le philosophe Francisco Sánchez-Blanco, *las Luces* en Espagne se manifestent dès l'arrivée des premiers Bourbons (*reformismo borbónico*)⁸ – Philippe V et Ferdinand VI – et notamment par la création des académies royales⁹ ou encore d'institutions scientifiques¹⁰. Ces académies et

4. Ricardo García Cárcel (éd.), *La construcción de las historias de España*, Madrid (M. Pons Historia), 2004.

5. L'œuvre est [disponible](#), dans sa version de 1877, sur le site de la Bibliothèque nationale d'Espagne.

6. Rafael Altamira est un partisan de la république et appartient au mouvement kraussiste espagnol, qui défend la sécularisation de la société, l'État de droit, l'éducation, l'universalisme et où figurent des intellectuels du rang de Francisco Giner de los Ríos, Manuel Bartolomé Cossío, Gumersindo de Azcárate et Nicolás Salmerón.

7. Monarchiste conservateur, il rejoint en 1938 le camp franquiste.

8. Voir Anne Dubet, « ¿La importación de un modelo francés? Acerca de algunas reformas de la administración española a principio del siglo XVIII », *Revista de Historia Moderna, Anales de la Universidad de Alicante*, 2007, p. 207-233.

9. *Real Academia Española* en 1714 ; *Real Academia de Jurisprudencia y Legislación* en 1730 ; *Real Academia de Farmacia* en 1737 ; *Real Academia de la Historia* en 1738 ; *Real Academia de Bellas Artes de San Fernando* en 1752.

10. *Academia de Guardias Marinas* (Cadix) en 1717 ; *Real Observatorio de la Armada* (San Fernando) et *Real Observatorio de Madrid* en 1753 ; *Real Jardín botánico* (Madrid) en 1755.

institutions sont les foyers intellectuels d'un nouvel esprit marqué à la fois par un processus de sécularisation, d'essor d'un rationalisme critique et de diffusion des idées tout particulièrement venues de France¹¹ et de savoirs comme le newtonianisme¹². De ce point de vue, le XVIII^e siècle est aussi un deuxième moment dans la construction de l'État espagnol, à travers les réformes, initiées ou soutenues, des souverains de la nouvelle dynastie des Bourbons, qui transforment l'appareil d'État de la *Monarquía Hispánica* héritée des Habsbourgs¹³. Cette réflexion se retrouve notamment dans les travaux et publications des historiens et *cronistas* de l'Académie royale d'histoire. Ce despotisme éclairé, et plus largement le réformisme bourbonien visant à établir un *Estado moderno racional*, sont à nuancer dans leur volonté de transformation, qui néglige en particulier l'ordre social. Ainsi Roberto Fernández définit-il le *reformismo borbónico* comme un « *absolutismo reformador, para apoyar reformas graduales que no subvertían el orden existente, sino que lo regeneraban para que siguiera durando*¹⁴ ».

11. Maximiliano Fartos Martínez, "La ilustración francesa y su difusión en España (El caso concreto del Sistema del barón D'Holbach)", *Investigaciones históricas: Época moderna y contemporánea*, n° 13, 1993, p. 155-172.

12. Les *Principia* sont traduits en langue espagnole par José Celestino Mutis (1732-1808) en 1770.

13. Les réformes bourbonniennes (*reformismo borbónico*) en Espagne ont pour ambition de transformer les superstructures à travers les *Decretos de Nueva Planta* (1707-1716), qui ont pour finalité un système de gouvernement uniforme entre les couronnes de Castille, d'Aragon et de Valence – exceptions faites de la Navarre et du Pays basque –, une réorganisation de l'administration territoriale en provinces avec à leur tête un capitaine général (*Capitán General*) et la création des intendants (*intendentes*) sur le modèle français, la réforme des finances royales, etc.

14. Roberto Fernández, « *La herencia histórica del absolutismo borbónico* », dans G. Pérez Sarrión (éd.), *Más Estado y más mercado. Absolutismo y economía en la España del siglo XVII*, Madrid (Silex), 2011, p. 17-52.

Un texte d'historien contemporain français et un texte d'historien contemporain espagnol

Deux analyses complémentaires pour interroger les historiographies de la *Leyenda Negra* et de la *Ilustración*.

Joseph Pérez, *Histoire de l'Espagne, Paris (Fayard), 1996, p. 397-398.*

« En Espagne, le XVIII^e commence vers 1680, avec la récupération de l'économie, la remise en ordre des finances publiques et l'intérêt que les *novatores* portent au mouvement des idées, de Galilée à Newton. On serait tenté de l'arrêter à la mort de Charles III, en 1788, mais la vraie coupure se situe un peu plus tard, avec les premiers échos de la Révolution française et surtout avec l'exécution de Louis XVI ; on voit alors les réformateurs s'effrayer de leurs audaces antérieures et adopter une attitude beaucoup plus prudente. [...]

On a tendance à exagérer l'aspect novateur des Bourbons et l'influence des idées françaises. En réalité, l'Espagne avait commencé à changer dans les vingt dernières années du XVII^e siècle. C'est alors que se dessinent les grands traits de la période suivante : la réforme monétaire qui va donner au pays, pendant plus de cent ans, une monnaie stable et une redistribution de la richesse nationale marquée par l'effacement du centre et l'essor des régions périphériques. Dans le domaine politique, les premiers Bourbons ont profité des circonstances pour réaliser en partie le rêve d'Olivarès : unifier une Espagne désormais réduite à ses possessions péninsulaires et à son empire colonial. C'est à partir du XVIII^e siècle qu'on peut vraiment parler d'Espagne et non plus d'une juxtaposition de royaumes. À tous les niveaux, on note plus d'homogénéité et même le sentiment d'appartenir à une communauté nationale, sentiment parfaitement compatible avec un fort patriotisme régional. Cela dit, les rois n'ont guère modifié le système fiscal, qui reste profondément injuste, ni la structure de la société : la noblesse conserve ses privilèges, le clergé aussi, sauf qu'ils dépendent encore plus de l'État ; une bourgeoisie dynamique et entreprenante a du mal à s'affirmer.

Plus que de rupture avec le passé, il faudrait parler de continuité avec la tradition nationale. C'est particulièrement net dans le domaine de la culture. On trouve peu d'encyclopédistes et de philosophes à la française en Espagne. Les Lumières ne s'écartent pas de la religion traditionnelle ni de l'orthodoxie catholique ; on cherche seulement à épuiser la religion de ses éléments frelatés, comme les superstitions ou les manifestations excessives du culte ; on compte sur le clergé pour élever le niveau culturel et moral et le bien-être de la population. Conscients de la décadence de l'Espagne, les réformateurs s'efforcent de combler le retard de leur pays par rapport au reste de l'Europe. Ils adoptent, pour cela, une attitude pragmatique ; ils cherchent à substituer un ordre rationnel à une continuité traditionnelle : la notion de progrès remplace celle de providence. C'est le pouvoir royal qui préside d'en haut à la régénération, attitude qui s'accompagne d'une sorte d'impatience devant les lenteurs et les résistances et qui donne lieu à une incompréhension réciproque du peuple et des élites éclairées. Cette volonté réformatrice a donné des résultats. Dans le dernier tiers du XVIII^e siècle, le redressement est sensible partout. La Révolution française de 1789 provoque en Espagne des réactions contrastées : enthousiasme chez quelques-uns, inquiétude chez les autres. On voit alors certains réformateurs prendre peur devant les audaces de la nation voisine, craindre la contagion révolutionnaire et adopter une attitude défensive, voire rétrograde. »

Juan Francisco Fuentes Aragonés, "Luces y Sombras de la Ilustración española", *Revista de educación*, 1988, nº extraordinario, p. 11-13.

El siglo XVIII español ha sido motivo de una acalorada polémica historiográfica, que en gran parte continúa y en la que han terciado intelectuales de muy diversas disciplinas e inquietudes. Como "el menos español de nuestra historia" lo define Ortega [y Gasset], mientras que Azorín [José Augusto Trinidad Martínez Ruiz] lo saluda como "un siglo de despertar" y para Eugenio D'Ors, "España se hizo en el siglo XVIII". El propio Ortega tituló uno de los ensayos de El Espectador "El siglo XVIII educador", título y texto que, dicho sea de paso, llenan de sentido la presente publicación. Más profunda, y también más hostil, es la visión del Siglo de las Luces que ofrece don Marcelino Menéndez Pelayo en su Historia de los heterodoxos españoles, obra de juventud en la que se ponen de manifiesto la increíble erudición y cultura del autor y su no menos increíble espíritu inquisitorial. Siglo anticatólico y extranjerizante, El Setecientos recibe de Menéndez Pelayo una condena sin paliativos como antesala de la España liberal y burguesa del siglo XIX. Una larga tradición intelectual de signo conservador que llega hasta nuestros días hará suya esta imagen maniquea y condenatoria de aquella época. Es la imagen que proyecta, por ejemplo, Ramiro de Maeztu en su Defensa de la Hispanidad, cuando afirma que la crisis de la hispanidad tiene sus orígenes "en el intento de secularización del Estado español realizado por los ministros de Fernando VI y Carlos III" [Raúl Morodo, Los orígenes ideológicos del franquismo. Acción Española, Alianza Universidad, Madrid, 1985, p. 157]. Frente a esta línea interpretativa, derivada en última instancia del pensamiento clerical y reaccionario del propio siglo XVIII ha existido en nuestro liberalismo una cierta tendencia, igualmente desorbitada, a la idealización del reinado de los primeros Borbones. [...]

¿Cuándo empieza el siglo XVIII ? La cuestión es más compleja de lo que parece. Existe un amplio acuerdo en fechar en 1808 el comienzo del XIX y el fin del siglo anterior. Fecha traumática y revolucionaria, el año ocho inaugura nuestra historia contemporánea y pone fin a la época del Despotismo ilustrado, cuya última etapa correspondería a la privanza de Manuel Godoy. La cronología más convencional señala el año 1713, con el fin de la Guerra de Sucesión y el asentamiento de la nueva dinastía, como punto de arranque del Setecientos. Esta fecha, en gran medida válida, requiere no obstante una matización. Durante mucho tiempo se vio en la llegada a España de la nueva dinastía el origen de la expansión que en todos los órdenes -demográfico, económico, cultural- caracteriza al siglo XVIII en España, después de la profunda depresión que aqueja al país en la última etapa de los Austrias. Ello supondría que el cambio dinástico, con la introducción de un nuevo estilo de gobierno, habría impulsado por sí mismo el desarrollo material e intelectual de la sociedad española. Hay que hacer notar, sin embargo, que los últimos años del siglo anterior muestran ya indicios inequívocos de recuperación. Lo han demostrado Jordi Nadal y Emili Giralt para la demografía catalana, Pierre Vilar y Josep Fontana para el comercio y la industria y Antonio Mestre y François López al estudiar la actividad intelectual de los llamados novatores, a los que es justo atribuir un papel pionero en el cambio hacia un pensamiento crítico y racionalista. Anteriormente, Albert Girard, por una parte, y Earl J. Hamilton, por otra, habían sentado las bases para una revisión del concepto tradicional del reinado de Carlos II. Si, como dice Pierre Vilar, la «atmósfera del siglo XVIII no se detecta en Francia hasta los años treinta, la cronología del XVIII español estaría más en la línea del caso británico, esto es, una larga coyuntura expansiva que abarca todo el siglo y que se iniciaría hacia los años 1680-1690.

Orientations pour la mise en œuvre

Les orientations suivantes sont des entrées indicatives pour traiter ce chapitre dans une approche aussi bien disciplinaire qu'interdisciplinaire, en association avec l'enseignement de langue vivante. Ces entrées permettent d'illustrer, d'approfondir une situation historique et contribuent, dans le cadre de l'enseignement en Bachibac, à construire une culture historique commune.

Ce chapitre vise à montrer la complexité de la société d'ordres hiérarchisée et inégalitaire dans un moment où elle est traversée à la fois par des processus de transformation et des réactions à ces évolutions. Il permet de faire le lien avec les thèmes précédents, en analysant les effets des circulations et de la construction de l'État sur les sociétés, pour en comprendre les différentes dimensions, questionner la notion de modernité, notamment à travers les tensions entre ces circulations et idées nouvelles et les cadres sociaux existants, en montrant les points communs et les différences entre les deux sociétés. Les orientations proposées ici se concentrent sur le XVIII^e siècle ; le XVII^e siècle peut être traité de manière plus succincte.

La place du chapitre dans la scolarité des élèves

En classe de **quatrième**, les élèves ont étudié, dans le thème 1 « **Le XVIII^e siècle, expansions, Lumières et révolutions** » le chapitre « **L'Europe des Lumières circulation des idées, despotisme éclairé et contestation de l'absolutisme** ». Ils ont notamment abordé la question du « développement de l'esprit scientifique » qui avec « l'ouverture vers des horizons plus lointains pousse les gens de lettres et de sciences à questionner les fondements politiques, sociaux et religieux du monde dans lequel ils vivent ». Le programme invite à étudier « les modes de diffusion des nouvelles idées, la façon dont différents groupes sociaux s'en emparent et la nouvelle place accordée à l'opinion publique dans un espace politique renouvelé. » Les élèves ont notamment travaillé, à partir de la mort de Louis XIV, sur « les changements politiques, sociaux, économiques et culturels majeurs qu'ont connus l'Europe et la France ».

Éléments de problématisation

Dans ce chapitre, des notions déjà travaillées dans l'année peuvent servir de fil conducteur à la réflexion. Les circulations sont d'abord au cœur de l'analyse, comme elles l'étaient dans le thème 2 : ces circulations économiques et intellectuelles, et leurs effets permettent de placer la France et l'Espagne dans un contexte européen et mondial. Elles permettent de réfléchir aux évolutions intellectuelles, entre la place des sciences et le mouvement des Lumières, économiques, à travers la question de la réforme agraire ou du développement d'une bourgeoisie urbaine, et aux évolutions sociales, à travers les débats sur le modèle de société, entre idées nouvelles et cadres existants. De même, le chapitre amène à poser la question du rôle de l'État, non pas pour en décrire le fonctionnement, mais pour montrer comment il s'adapte à ces évolutions. Dans le cadre d'une réflexion sur la modernité, on insiste sur :

- les **circulations intellectuelles** du mouvement des Lumières à travers l'influence des philosophes français en Espagne péninsulaire et dans les territoires coloniaux, la création des académies royales ou encore des *sociedades económicas de Amigos del País*, le rôle des *tertulias* au regard des salons français, de la presse et en particulier du journal *El Argonauta Español*¹⁵ ;
- les **spécificités et freins dans le monde ibérique** comme le poids de l'Inquisition et plus largement de l'Église, de la censure en particulier du *Consejo de Castilla*, de l'État à travers le *regalismo*¹⁶, et au final une singularité qualifiée d'« *ilustración católica* » ;

15. Beatriz Sánchez Hita, « La prensa en Cádiz en el siglo XVIII », *El Argonauta español* [En línea], 4 | 2007.

16. Antonio Mestre y Pablo Pérez García, « La cultura en el siglo XVIII español », in Luis Gil Fernández y otros (ed.), *La cultura española en la Edad Moderna. Historia de España XV*, Madrid (Istmo), 2004.

- les **politiques réformistes** bourbonniennes en Espagne et l'influence française durant le règne de Philippe V, de la physiocratie ;
- les **principaux acteurs** dans une analyse qui compare la France et l'Espagne dans les sphères politiques (Louis XV et Charles III, Campomanes ou Jovellanos et Turgot...), artistiques (Goya et Van Loo), des lettres (Vicente García de la Huerta, Leandro Fernández de Moratín ou José Cadalso et un écrivain français).

Problématique du chapitre : Comment se manifestent et se traduisent les tensions, mutations et crispations de la société d'ordres en France et en Espagne ?

Comment mettre en œuvre le chapitre avec les élèves ?

On pourra appuyer la réflexion sur les questionnements suivants, l'importance accordée à chacun d'eux et les modalités de mise en œuvre étant laissées à l'appréciation du professeur.

Comment la question de la fiscalité et des droits féodaux sur le monde paysan est-elle au cœur des enjeux de la réforme de l'État ?

Développer la réflexion autour de la question de la fiscalité permet d'articuler la question de la construction de l'État autour du contrôle de ses moyens financiers et de l'idée de modernisation et celle des tensions et blocages sociaux, avec les pouvoirs en place ne voulant pas renoncer à leur position, mais aussi avec une population paysanne et urbaine pour qui la question fiscale demeure sensible, de la révolte des Nu-Pieds à la guerre des Farines en France.

Le monde paysan (*campesinado*), en France comme en Espagne, est soumis au poids de la fiscalité (*desigualdad tributaria*), à quoi se rajoute tout particulièrement en Espagne une mauvaise collecte de l'impôt (*recaudación*). À la fiscalité royale – pour la France, on pense à la taille royale établie en France en 1439 pour pourvoir aux besoins d'une armée permanente –, se rajoutent aussi des droits féodaux comme la taille, le cens, la dîme (*diezmo*), les banalités (*alcabalas*) sur les moulins, fours, pressoirs, etc., dont l'impopularité est croissante.

En Espagne, la seigneurie (*señorio*) exerce une emprise moindre sur les terres du fait de la Reconquête et des libertés accordées aux paysans à la fin du Moyen Âge afin de trouver des tenanciers (*arendatarios*). De ce fait, le *señorio* est dès lors plus juridictionnel que foncier.

Le XVIII^e siècle fut en France une période de tentatives et d'échecs de réformes fiscales, dont notamment celles du dixième puis du vingtième. En Espagne, on retrouve cette même volonté réformatrice : sous le règne de Philippe V et par l'action volontariste entre autres de Jean Orry se met en place une réforme des finances royales, la *real hacienda*, système considéré comme obsolète. Par la suite, durant le règne de Ferdinand VI (1746-1759), Zenón de Somodevilla, marquis de la Ensenada, alors principal ministre, souhaite augmenter les revenus de la Couronne et pour cela remplacer la fiscalité indirecte sur la consommation et les transactions, comme les *alcabalas*¹⁷, par une contribution unique et proportionnelle à la richesse des contributeurs : « *que cada vasallo pague a proporción de lo que tiene, siendo fiscal uno de otro para que no se haga injusticia ni gracia* ». Cette réforme fiscale doit être menée

17. Définition d'alcabala dans le Dictionnaire de la lengua española : "Del ár. hisp. alqabála. 1. f. Tributo del tanto por ciento del precio que pagaba al fisco el vendedor en el contrato de compraventa y ambos contratantes en el de permuta". Voir Rafael M. Pérez García et Manuel F. Fernández Chaves, « L'alcabala des esclaves de Séville », *Rives méditerranéennes* [En ligne], 53 | 2016, mis en ligne le 15 décembre 2018.

conjointement à l'établissement d'un cadastre (*Catastro de Ensenada*). L'Église, principal propriétaire terrien, ainsi que la noblesse s'opposent à cette réforme fiscale, qui est abandonnée avec la chute du marquis de la Ensenada en 1754. En outre, l'Église et la noblesse disposent de biens en mainmorte (*de manos muertas*) que la Couronne veut récupérer. Cela se traduit par une politique dite de *desamortización* qui consiste en la vente totale ou partielle des biens en mainmorte de l'Église pour une redistribution des terres.

En quoi la condition des paysans souligne-t-elle les progrès économiques et sociaux du XVIII^e siècle ?

Une approche centrée sur le monde paysan permettrait de faire le lien avec le thème précédent, en insistant sur les liens entre l'affirmation de l'État, les progrès techniques, la volonté de la noblesse de garder ses prérogatives, et les conséquences de ces évolutions sur la vie des paysans, mais aussi sur le monde urbain, puisque de la production agricole dépend l'alimentation de la population.

Si au début du XVII^e et encore au siècle suivant, les populations des campagnes françaises et espagnoles demeurent affectées par des crises de surmortalité (conséquences des conflits, des aléas climatiques, des crises économiques, des maladies épidémiques et endémiques), les évolutions démographiques montrent une amélioration de la condition des paysans (*campesinos*) et une augmentation de l'espérance de vie. Néanmoins demeurent les mauvaises récoltes (*malas cosechas*) à l'origine de crises de subsistance (*crisis de subsistencias*) qui sont une des causes du *motín de Esquilache* au printemps 1766¹⁸, de crises frumentaires (*crisis frumentarias*), de disettes (*carestías*) et de famines (*hambrunas*), comme celles de 1623-1624 ou du « Grand Hiver » de 1709 en France et qui n'épargnent pas les paysans espagnols.

Si les paysans constituent l'immense majorité de la population espagnole, ils vivent des réalités très différentes selon la région où ils vivent :

- au Nord – Galice, Asturies, Cantabrie, Pays basque –, ce sont majoritairement des petits et moyens propriétaires – *campesinos acomodados, grandes hacenderos, labradores honrados o villanos ricos* – et des fermiers (*arrendatarios*) ;
- en revanche, en Andalousie, au moins les trois quarts sont des ouvriers agricoles (*labradores, jornaleros, braceros*). À cela s'ajoutent les métayers (*aparceros*).

Des réformes agraires sont tentées dans les deux royaumes, animées entre autres par la doctrine physiocratique et l'introduction de nouvelles cultures comme le maïs ou la pomme de terre. En Espagne, cette politique est l'œuvre de Pedro Rodríguez de Campomanes (1723-1802)¹⁹ et de Gaspar Melchor de Jovellanos (1744-1811)²⁰. Des travaux de construction d'infrastructures routières et hydrauliques (canal de Castille et canal d'Aragon) sont entrepris pour faciliter les échanges et ainsi permettre un

18. Cette révolte qui a lieu à Madrid et dans les grandes villes d'Espagne est déclenchée par la décision du marquis Leopoldo Gregorio de Esquilache, ministre en charge des Finances, d'interdire le port de la cape longue et du chapeau à bords larges (*chambergo*). Cette révolte aux dimensions sociales et politiques s'inscrit dans un contexte de disette et de hausse du prix du pain, consécutives à de mauvaises récoltes et à la libération des prix et du commerce des grains par un décret de 1765, voulu par Esquilache.

19. Campomanes est un homme politique réformiste et *ilustrado* qui, ministre de *Hacienda* à partir de 1760 sous le règne de Charles III, initie un mouvement d'inspiration réformiste avec comme objectif la prospérité en développant la production, le commerce et les terres mises en culture.

20. Comme Campomanes, Jovellanos propose un vaste programme d'inspiration libérale de réformes agraires pour favoriser le libre commerce et la propriété individuelle : suppression des terres collectives (*baldíos, tierras concejiles*), interdiction des enclosures (*cerramientos*), suppression du privilège de la Mesta. Jovellanos propose aussi d'agir contre la *amortización* ecclésiastique et les restrictions au commerce des grains, et de réformer la fiscalité.

développement des campagnes. Des terres sont aussi mises en valeur, notamment en Sierra Morena par des colons d'origine germanique, et en Andalousie sous la direction de l'*ilustrado* Pablo de Olavide nommé *Superintendente de las Nuevas Poblaciones de Sierra Morena y Andalucía*²¹.

Comment le monde urbain permet-il de montrer la coexistence des hiérarchies traditionnelles et des hiérarchies nouvelles ?

Placer la question urbaine au centre de la réflexion, c'est construire le cours autour des circulations et d'une réflexion sur la modernité, en lien avec le cours sur le XVI^e siècle notamment : circulations économiques qui permettent de mettre en évidence des groupes sociaux en ascension, et leur confrontation aux groupes dominants établis, et circulations intellectuelles ayant des conséquences dans de nombreux domaines : politiques, sociaux, économiques.

À la fin du XVI^e siècle, sur les 41 villes européennes de plus de 40 000 habitants, sept sont en Espagne (Séville, Grenade, Valence, Madrid, Cordoue, Barcelone et Valladolid) et 6 sont en France (Paris, Lyon, Rouen, Toulouse, Bordeaux et Marseille). Comme pour le monde rural, malgré les crises de surmortalité, le monde urbain connaît une croissance démographique qui, en dehors de Madrid pour l'intérieur péninsulaire, concerne surtout les villes des régions littorales de Galice, Asturies, Cantabrie, Pays basque, Catalogne, Levant, Murcie et Andalousie. En 1800, Barcelone, qui compte plus de cent mille habitants, est devenue la seconde ville d'Espagne après Madrid, passant devant Séville. La société urbaine espagnole d'Ancien Régime, tout comme la société française, connaît des mutations dans un contexte de croissance économique qui se traduisent par l'émergence de groupes sociaux enrichis par la finance, le négoce et les premières manufactures proto-industrielles (notamment les bourgeoisies catalane et basque). Ces groupes forment une élite économique qui s'institutionnalise dans les *Sociedades económicas de Amigos del País*.

La ville de Cadix est un exemple majeur de l'essor et des transformations du monde urbain espagnol²². En 1717, la *Casa de Contratación* est transférée de Séville à Cadix, l'activité portuaire avec les Indes se développe et la *Flota de Indias* y accoste : l'arsenal de la Carraca est agrandi tout au long du XVIII^e siècle pour devenir le plus grand centre de construction navale ; sont établis une académie de Gardes Marines, en 1717, et un observatoire astronomique. Cadix devient une ville cosmopolite qui passe, entre 1700 et 1787, de 41 000 à plus de 70 000 habitants. Une intense vie intellectuelle s'y développe, tout particulièrement dans la trentaine de cafés de la ville, espaces de sociabilité où se constituent des *tertulias*, réunions de personnes d'origine différentes qui échangent et débattent autour d'un thème²³.

Comment la place de la noblesse souligne-t-elle la résistance des anciennes structures sociales malgré les changements ?

Le travail sur la noblesse permet de mettre en perspective les évolutions de la société et de faire le lien avec le thème précédent : la centralité de la noblesse permet de réfléchir aux évolutions du monde rural comme du monde urbain, aux circulations et aux changements qu'elles impliquent, et à la façon dont la noblesse y réagit, dans sa diversité. Le but est alors de montrer que ce groupe social n'est ni uniforme ni

21. Domingo Muñoz Bort, "*La colonización agraria del siglo XVIII en Andalucía: el proyecto ilustrado para el espacio de Doñana*", *Huelva en su historia*, U de Huelva, 2^{da} época, vol. 13, 2010, p. 161-200.

22. Juan José Iglesias Rodríguez, « *El complejo portuario gaditano en el siglo XVIII* », e-Spania [En ligne], 25 | octobre 2016, mis en ligne le 1^{er} octobre 2016.

23. Joaquín Álvarez Barrientos, *Sociabilidad literaria: tertulias y cafés en el siglo XVIII, en Espacios de comunicación literaria*, CSIC, 2002, p. 129-146.

attaché à la défense d'un ordre immuable ni dans un déclin qui annoncerait la période révolutionnaire.

En Espagne, l'influence de la noblesse (*nobleza/estamento nobiliario*)²⁴ dans la société tout comme dans l'appareil d'État reste très importante : « La noblesse, écrit Joseph Pérez, reste l'ordre le plus puissant et le plus prestigieux. Les Bourbons ont créé beaucoup de titres, soit pour se procurer de l'argent, soit pour récompenser des services, mais le nombre des Grands augmente peu : ils sont cent dix-neuf en 1787 contre cent treize en 1707²⁵ ». La noblesse représente environ 10 % de la population en Espagne contre 1,5 % en France. Elle possède 15 à 20 % du sol en Espagne – surtout dans le sud latifundiaire à l'agriculture extensive – alors que la noblesse française possède 20 à 30 % du sol en France²⁶.

Les grands du royaume constituent la haute aristocratie²⁷, qui exerce son influence au sein de la Corte en factions rivales dans la lutte pour le pouvoir, comme lors du *Motín de Esquilache* entre les camps du marquis de la Ensenada dits *ensenadistas* et ceux du duc d'Albe²⁸ ou *albistas*. L'influence de la noblesse apparaît aussi par le poids des *señorios nobiliarios* dans la *tenencia de la tierra* : « La noblesse détient la moitié de la richesse foncière des Asturies, du Léon et de l'Estrémadure, les deux tiers de celle de la Manche et de l'Andalousie occidentale²⁹ ». La Basse-Andalousie – *Reino de Sevilla* – est le territoire archétypal du *señorío* dans sa traduction latifundiaire, son importance structurelle et son extension spatiale. Ainsi le *señorío* de la maison de Medina Sidonia couvrait une superficie de plus de 6 000 km².

Comment les progrès de la connaissance et la pensée des Lumières remettent-ils en cause les fondements de la société d'ordres ?

La question de la connaissance est une entrée particulièrement riche : elle permet de mettre en évidence les circulations comme moteur des évolutions intellectuelles, économiques et sociales, mais également de souligner les enjeux autour des évolutions de la société. Cette approche amène aussi à interroger le rôle de la noblesse et du pouvoir, en montrant la complexité du rapport des dirigeants, et notamment de la noblesse, à ces idées et à ceux qui les portent.

Les grands voyages de découverte du XVIII^e siècle sont en France et en Espagne des moments importants dans les progrès de la connaissance scientifique et où émergent des figures des Lumières :

- expédition géodésique franco-espagnole au Pérou (1734-1746) pour mesurer le degré méridien et où s'illustrent les savants, ouverts notamment au newtonianisme, et militaires espagnols Antonio de Ulloa (1716-1795) et Jorge Juan y Santacilia (1713-1773) ;

24. Soria Mesa Enrique, *La nobleza en la España Moderna. Cambio y continuidad*, Madrid (Marcial Pons Historia), 2007.

25. Joseph Pérez, *Histoire de l'Espagne, op. cit.*, p. 410.

26. L'Église possède 20 à 25 % des terres en Espagne et entre 2 et 5 % en France.

27. Cette dignité remonte à Charles Quint, qui reconnaît au sein de la noblesse une distinction en accordant aux *Grandes* des privilèges plus importants, prérogatives judiciaires et militaires, exemptions fiscales, hautes charges de l'appareil d'État, honneurs et distinctions, ainsi qu'une proximité plus étroite avec le souverain, comme aide et conseil. C'est aussi un moyen pour la Couronne de s'assurer en accordant cette récompense la loyauté de serviteurs fidèles. Valentina Favarò, « [La noblesse dans la monarchie espagnole des Habsbourg aux Bourbons. Langages et pratiques de fidélités anciennes et nouvelles](#) », *Cahiers de la Méditerranée*, 97/2 | 2018, mis en ligne le 18 juin 2019. Juan Hernández Franco, Francisco Precioso Izquierdo, "La Grandeza de España en el origen y transformación de la sociedad Moderna. Espacios, prácticas y estrategias para la distinción (siglos XV-XIX)", *Magallánica. Revista de Historia Moderna*: 7 | 14, Enero - Junio de 2021.

28. José Alvarez de Toledo, *duque de Alba, marqués de Villafranca, duque de Medina Sidonia* et Grand d'Espagne, appartient à la haute aristocratie du royaume. Il fut un noble *ilustrado* et un mécène de Goya qui fit son portrait en 1795 (Musée du Prado à Madrid).

29. Joseph Pérez, *Histoire de l'Espagne, op. cit.*, p. 410.

- expéditions botaniques en Amérique : *Expedición Botánica al Virreinato del Perú* (1777-1811) dirigée par Hipólito Ruiz et José Pavón, et la *Real Expedición Botánica del Nuevo Reino de Granada* (1783-1808/1816) dirigée par José Celestino Mutis (1732-1808) ;
- expéditions maritimes³⁰ comme celles de Bougainville (1766-1769), de La Pérouse (1785-1788) pour la France, et en Espagne celles de la *Fragata Astrea a Filipinas* (1757-1758) et de Malaspina-Bustamante (1789-1794)³¹.

Ces expéditions qui permettent des progrès dans les connaissances et techniques scientifiques, cartographiques, ainsi que dans la navigation sont aussi révélatrices de l'émergence d'une élite intellectuelle et scientifique ouverte aux idées philosophiques et politiques des Lumières, dont certains futurs *afrancesados* comme le naturaliste José Mariano Mociño (1757-1820). On peut aussi évoquer Alejandro de Malaspina (1754-1810), figure éminente des savants des Lumières espagnoles. Natif de Mulazzo en Toscane, il fait carrière dans la Marine espagnole, participe à l'expédition de la *Fragata Astrea a Filipinas* et, en 1782, est dénoncé à l'Inquisition comme hérétique, selon toute vraisemblance pour avoir gardé la tête couverte lors d'un office, mais il n'est ni jugé ni condamné sans nul doute « sauvé » en participant au *Gran asedio* de Gibraltar (1779-1783). À son retour de l'expédition scientifique en 1794, Malaspina présente le rapport du *Viaje político-científico alrededor del mundo*, où il dresse notamment un bilan critique de la situation politique de l'Amérique espagnole et propose d'accorder à ces territoires une large autonomie et de transformer les relations hispano-américaines sous la forme d'une confédération. Mêlé à une conspiration contre Manuel Godoy qui voit en lui un rival politique, il est arrêté en 1795, jugé et condamné l'année suivante.

La pensée des Lumières (*de las Luces* ou *Ilustración*) se diffuse en Espagne dans les strates les plus élevées de la société, de l'aristocratie et d'une bourgeoisie qui accède à la noblesse à l'instar du marquis de la Ensenada, de Pedro Rodríguez comte de Campomanes, de Gaspar Melchor de Jovellanos (1744-1811) et de tous ceux qui se retrouvent notamment dans les *Sociedades económicas de amigos del país*. Gaspar Melchor de Jovellanos fit partie des cercles (*tertulias*) comme ceux des *ilustrados* duques de Alba, Campomanes et Olavide, et fut membre de la *Real Academia de la Historia* (1779), de la *Real Academia de San Fernando* (1780) et de la *Real Academia Española* (1781). Il est l'auteur en 1801 du *Memoria sobre la educación pública*. Jovellanos y développe sa pensée *ilustrada* autour de cinq questionnements :

- l'éducation publique est-elle réellement à l'origine de la prospérité sociale ?
- l'éducation doit-elle être le fondement de l'instruction (enseignement moral vs enseignement utilitaire) ?
- quelle est l'utilité réelle de la création d'un Séminaire des Nobles, c'est-à-dire de l'éducation dans le cadre structurel d'une société d'ordres ?
- quels sont les objectifs de l'éducation publique ?
- quel rôle doivent avoir les sciences et lesquelles sont les plus importantes ? Quelle différence entre connaissances « méthodiques » et « instructives » ?

Jovellanos y défend l'idée d'une éducation en rupture avec la société d'ordres et une « éducation morale sous les postulats civiques du libéralisme ». Mais dans le contexte révolutionnaire français et sous le règne de Charles IV, il se montre peu enclin aux idées progressistes issues des Lumières.

30. Voir entre autres, cet [article de Mireille Pastoureau sur les grands voyages scientifiques](#) sur le site de la BnF.

31. Une [présentation de l'expédition sur le site du ministère de la Défense espagnol](#).

Pourquoi le règne de Charles III peut-il être qualifié de despotisme éclairé ? Le point sur la politique de Charles III peut servir de synthèse des grandes questions du cours, en montrant comment la monarchie essaye de s'adapter aux grandes évolutions socio-économiques, tout en maintenant les cadres de la société. Cela permet de questionner la notion de modernité dans sa complexité à travers le point de vue du pouvoir, mais aussi de ses relations avec l'ensemble de la société. Une comparaison avec l'action de Louis XVI peut être intéressante.

Charles III d'Espagne (1716-1788) est le fils du roi Philippe V et de sa seconde épouse Élisabeth Farnèse. Troisième dans l'ordre successoral, après avoir été roi de Sicile et de Naples (1734/1735-1759), il accède au trône espagnol, en 1759, à la mort de son demi-frère Ferdinand VI (1713-1759). Le roi peut s'appuyer sur des serviteurs de l'État (*estadistas*) et ministres éclairés (*ilustrados*), comme Zenón de Somodevilla y Bengoechea, marquis de la Ensenada, qui fut *secretario de Hacienda, Guerra y Marina e Indias* sous Ferdinand VI, José Moñino y Redondo, comte de Floridablanca, et *secretario del Despacho de Estado* (1777-1792), Pedro Rodríguez, comte de Campomanes, ministre des Finances (*ministro de Hacienda*) (1760-1789), Pedro Pablo Abarca de Bolea, comte de Aranda, président du Conseil de Castille (1766-1773), ambassadeur en France (1773-1787) puis *secretario de Estado* de Charles IV (1792).

Durant le règne de Charles III se met en place une série de tentatives de réformes du *despotismo ilustrado*³² pour « moderniser l'Espagne, en finir avec des privilèges anachroniques et introduire plus de bien-être sans remettre en cause l'ordre social existant »³³ :

- développement de l'industrie manufacturière par la création des *Reales Fábricas* (arsenaux, chantiers navales, verreries, filatures, etc.) ;
- fin des monopoles des corporations (*gremios*) et de la Mesta ;
- libéralisation du commerce des grains et du vin, du commerce avec les Amériques et fin du monopole de la *Casa de Contratación* ;
- mesures de *desamortización* ;
- plan de réformes du *Memorial Ajustado* de Campomanes et de l'*Informe sobre la Ley Agraria* de Jovellanos ;
- création de la banque de San Carlos – établissement bancaire et financier privé mais sous la protection et au service de la Couronne – et mise en circulation de la peseta ;
- politique de colonisation et de peuplement en Estrémadure et Sierra Morena ;
- grands travaux urbanistiques, routiers (réseau radial à partir de Madrid) et hydrauliques (reprise des travaux du canal de Castille, achèvement du canal impérial d'Aragon, dragage du Guadalquivir).

Le point sur la politique de Charles III peut servir de synthèse des grandes questions du cours, en montrant comment la monarchie essaye de s'adapter aux évolutions de l'économie et de la société, tout en maintenant les cadres de la société. Une comparaison avec l'action de Louis XVI peut être intéressante. Cela permet de questionner la notion de modernité dans sa complexité à travers le point de vue du pouvoir, mais aussi de ses relations avec l'ensemble de la société.

Lexique spécifique à faire acquérir : *absolutismo, despotismo/reformismo ilustrado, Ilustración, estamentos, campesinos/campesinado, nobleza, clero, jerarquía, Antiguo régimen, tertulias.*

32. Le *despotismo ilustrado* est ainsi défini par le *Diccionario de la lengua española* : « Política de algunas monarquías absolutas del siglo XVIII, dirigida a fomentar la cultura y la prosperidad de los súbditos. »

33. Joseph Pérez, *Histoire de l'Espagne*, op. cit., p. 429.

Pièges à éviter

- Faire un récit téléologique qui conduirait aux ruptures de la période révolutionnaire.
- Ne pas montrer les points communs et différences entre les sociétés d'ordres française et espagnole.
- Mobiliser les concepts, comme « Ancien Régime » ou « société d'Ancien Régime/ d'ordres », sans tenir compte des débats historiographiques dont ils sont l'objet.

Chapitre 2 – La Révolution et l'Empire : une nouvelle conception de la nation et ses conséquences en Europe (1789-1814)

Enjeux historiographiques

Pour l'Espagne

Les décennies 1980 à 2010 furent marquées par les commémorations des bicentennaires de la Révolution en France et des événements qui ont scandé l'histoire de l'Espagne pendant la *Guerra de la Independencia*, notamment :

- 1808 : *Motín de Aranjuez* (17 mars), soulèvement madrilène des 2 y 3 de mayo, *cañonazo* d'Agustina d'Aragón (Saragosse le 3 juillet), bataille de Bailén (19-22 juillet) ;
- 1810 : convocation, élection et réunion, le 24 septembre, des *Cortes Generales y extraordinarias* à Cadix ;
- 1812 : adoption et promulgation de la Constitution de Cadix (19 mars) ;
- 1814 : bataille de Vitoria et retour de Ferdinand VII.

À l'occasion de ces anniversaires, ces événements ont été convoqués par les historiens à la lumière de nouvelles problématiques – histoire critique – et à l'échelle de l'Espagne dans le contexte d'une Espagne démocratique : « Les tendances de l'historiographie espagnole de ces dernières années permettent de comprendre que la révision en cours à la faveur de la célébration du bicentenaire de la guerre d'Indépendance prend la forme d'une intense déconstruction de la charge nationaliste de l'événement, d'une réinterprétation très éloignée du modèle existant encore il y a peu, un modèle qui avait été forgé au XIX^e siècle. José Álvarez Junco, l'historien qui a le plus contribué à cette révision, exprimait clairement l'ampleur, extraordinaire selon lui, de cette tâche³⁴. » C'est ainsi qu'est remise en question d'une part la lecture téléologique du XIX^e siècle, notamment par Miguel Artola (1923-2020)³⁵ et les travaux de l'école dite « libérale », qui dans les années 1960 consacre l'inéluctable victoire du libéralisme, et d'autre part la vision de Josep Fontana (1931-2018)³⁶ et d'une école « marxisante » qui dénoncent une analyse de cette période à travers le prisme de la trahison de la bourgeoisie espagnole, qui n'aurait pas été actrice d'un processus révolutionnaire mais seulement de la construction d'un État libéral.

34. Mariano Esteban de Vega, « [La guerre d'Indépendance dans l'historiographie du XIX^e siècle](#) », in Jean-Philippe Luis (dir.), *La guerre d'Indépendance espagnole et le libéralisme au XIX^e siècle*, Madrid (Casa de Velázquez), 2011. p. 57-72.

35. Miguel Artola, *Los Orígenes de la España contemporánea*, Madrid (Centro de Estudios Políticos y Constitucionales), 1975-1977. *Id.*, *La España de Fernando VII: la guerra de la Independencia y los orígenes del régimen constitucional*, Madrid (Espasa-Calpe), 1999 ; *Id.*, *Las Cortes de Cádiz*, Madrid (Marcial Pons Historia), 2003.

36. Parmi ses œuvres les plus importantes : *La quiebra de la monarquía absoluta (1814-1820)*, Barcelone (Ariel), 1971 (rééd. Crítica, 1987 y 2002) ; *Capitalismo y democracia, 1756-1848. Cómo empezó este engaño*, Barcelone (Crítica), 2019.

Nous assistons ainsi depuis quelques années à une profonde révision historiographique sur la guerre d'Indépendance, qui a remis en question le caractère national de ce conflit et même la pertinence de cette dénomination. En 1994, dans un article qui a fait date publié par la revue *Studia Historica* sous le titre « *La invención de la guerra de la Independencia*³⁷ », José Álvarez Junco affirmait que l'énorme complexité du conflit qui avait débuté en 1808 ne pouvait être comprise qu'en distinguant dans celui-ci « *una serie de niveles o subconflictos coincidentes en el tiempo y alimentados entre sí* » : la guerre internationale qui voyait s'affronter l'Angleterre et la France, la dimension de guerre civile, la réaction xénophobe antifrançaise, la composante anti-Godoy et la protestation antirévolutionnaire d'inspiration politico-religieuse, etc. Il n'est donc pas adéquat de parler de « guerre d'Indépendance » à partir du moment où il n'y eut pas « *un intento de secesión de los habitantes de un territorio integrados contra su voluntad en un conglomerado imperial, ni un enfrentamiento con los franceses por una «liberación española»* ». Cette expression de « guerre d'Indépendance » serait donc une invention, une pure création culturelle qui, de plus, n'est pas apparue durant les événements de 1808-1814, mais au début des années 1820, se diffusant durant les années 1830, pour être consacrée durant la seconde moitié des années 1840. Cette invention serait par conséquent étroitement liée aux nécessités de l'État-nation libéral espagnol et devrait être écartée sur le terrain historiographique en tant que mythe nationaliste empêchant de percevoir correctement la réalité. L'article d'Álvarez Junco a ouvert la porte à une série d'études, particulièrement abondantes ces dernières années, qui correspondent à celles de la commémoration du second centenaire de la guerre. Cette interprétation est très influente dans l'historiographie espagnole actuelle, et même dans l'opinion publique, et s'attache à démonter les mythes et les « inventions » historiographiques du passé et de la guerre d'Indépendance.

Pour l'Amérique espagnole

Les anniversaires des grandes dates du processus d'indépendance de l'Amérique espagnole – de 1810, le *Cabildo de Caracas* convoque une *Junta de gobierno*, à 1824, défaites espagnoles à Junín et Ayacucho – ont été aussi commémorés dans les pays latino-américains et ont été l'occasion d'un renouveau et de débats historiographiques. « Jusqu'au début des années 1990, la période des indépendances était pensée comme le moment fondateur des nouvelles nations et analysée comme une geste émancipatrice inéluctable, dont les fondements étaient recherchés dans les soubresauts de la période coloniale. Prenant le contre-pied de cette lecture téléologique et nationaliste, l'interprétation de François-Xavier Guerra³⁸ privilégiait la temporalité courte, caractéristique des périodes révolutionnaires et, à rebours des approches marxistes des années 1950-1970, considérait les indépendances comme relevant essentiellement du politique. Deuxième originalité, sa démarche replaçait ce processus dans son véritable contexte, la monarchie espagnole, dont l'Espagne et l'Amérique étaient les deux piliers. Enfin, il voyait en ces événements une révolution "accidentelle", due à l'invasion de la péninsule Ibérique par Napoléon, laquelle entraînait, par le jeu de la représentation du roi absent, l'imposition rapide d'une "modernité de rupture". À travers ces nouveaux postulats, il s'agissait en somme de sortir des apories et des anachronismes forgés *a posteriori* par les générations issues des indépendances, occupées à construire la nation et à écrire un récit commun des origines³⁹. »

37. José Álvarez Junco, « [La invención de la Guerra de la Independencia](#) », *Studia Historica. Historia Contemporánea* 12, febrero 2010. On peut aussi consulter l'article de Gonzalo Butrón Prida et José Saldaña Fernández, « La historiografía reciente de la Guerra de la Independencia », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 38-1 | 2008, p. 243-270.

38. François-Xavier Guerra, *Modernidad e independencias: ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, Madrid (Encuentro), 2009.

39. Véronique Hébrard et Geneviève Verdo, « [Repenser les indépendances hispano-américaines](#) », in Véronique Hébrard et Geneviève Verdo (dir), *Las independencias hispanoamericanas*, Madrid (Casa de Velázquez), 2013. Disponible [en ligne](#).

Deux textes d'historiens contemporains en français et en espagnol

Deux analyses complémentaires pour mettre en perspective la crise de l'Ancien Régime en Espagne et celle du régime colonial en Ibéro-Amérique.

Mariano Esteban de Vega⁴⁰, « La guerre d'Indépendance dans l'historiographie du XIX^e siècle », in Jean-Philippe Luis (dir.), *La Guerre d'Indépendance espagnole et le libéralisme au XIX^e siècle*, Madrid (Casa de Velázquez), 2011, p. 57-72. Disponible [en ligne](#).

« Durant le dernier quart du XIX^e siècle, en pleine période de la Restauration, l'historiographie espagnole connut l'introduction de nouveaux apports méthodologiques, issus du positivisme, qui accordaient donc une place plus grande aux documents et qui exigeaient une approche plus fine dans la critique des sources, tout en restant dans le cadre du nationalisme espagnol officiel, de caractère libéral-conservateur, que le canovisme incarnait parfaitement. L'interprétation, déjà fermement consolidée, de la guerre d'Indépendance élaborée durant les décennies antérieures connut alors un appui nouveau. L'œuvre de référence publiée à cette époque est : *Guerra de la Independencia. Historia militar de España de 1808 a 1814*, du général José Gómez de Arce y Moro, publiée en 14 volumes entre 1868 et 1903. Gómez de Arce est sans aucun doute le meilleur historien du siècle sur les aspects militaires de la guerre, et son œuvre, fondée sur des sources espagnoles et trop rarement sur des sources françaises et anglaises, est un excellent exemple de positivisme historiographique. Toutefois, Gómez de Arce partage, à partir des canons de l'historiographie officielle de la période, la vision romantique forgée durant les décennies antérieures, en particulier en liant étroitement cette vision avec le caractère propre de la nationalité espagnole. D'après cet auteur, les Espagnols se seraient soulevés unanimement en 1808 en faveur de la défense de leur religion, de leur roi, manifestant ainsi aussi bien un conservatisme qui leur était inhérent, qu'une habileté enracinée pour la guerre qui s'était développée à partir du long conflit médiéval contre les musulmans.

La version du libéralisme progressiste est nourrie elle aussi à cette période de quelques études importantes, parmi lesquelles se détache l'œuvre d'Enrique Rodríguez Solís, *Los guerrilleros de 1808 : historia popular de la guerra de la Independencia*. Le livre de Rodríguez Solís, publié en 1887-1888, est un jalon décisif de la consolidation de l'idée selon laquelle les guerrilleros ont été la preuve évidente du caractère populaire de la guerre d'Indépendance, idée qui sera reprise et répétée par l'historiographie républicaine et même ouvrière au XX^e siècle. La caractérisation de la guerre d'un point de vue national se retrouvait aussi chez Rodríguez Solís qui ne doutait pas du caractère sacré » d'une lutte menée par le peuple pour la défense de son territoire, ni non plus du lien intime qui existait entre cette guerre et le caractère espagnol : " *al nacer el español — écrivait-il — nació el guerrillero* " ».

40. Mariano Esteban de Vega est *catedrático* de l'Université de Salamanque, membre de l'*Instituto de Iberoamérica* et spécialiste du nationalisme de l'Espagne contemporaine.

Jordana Dym⁴¹, « Declarar la independencia Proclamaciones, actos, decretos y tratados en el mundo iberoamericano (1804-1830) », in Véronique Hébrard et Geneviève Verdo (dir.), *Las independencias hispanoamericanas*, Madrid (Casa de Velázquez), 2013, p. 81-99. Disponible [en ligne](#).

« El Bicentenario de las Independencias Hispanoamericanas ha incitado una generación entera de historiadores a volver a estudiar los actores, las ideas y los eventos que transformaron las provincias del Imperio español en Estados independientes. Sin embargo, a pesar de la atención prestada a las elecciones, a la «cultura impresa», a la esfera pública y a los demás ámbitos de la actividad política, así como el desarrollo en el medio hispánico de la historia conceptual, los documentos que reclaman o afirman la soberanía, la libertad o la independencia de los nuevos Estados no forman parte del debate en cuanto textos jurídicos y políticos.

Tal falta de interés se explica fácilmente. A nivel estructural, las fuentes originales eran difíciles de consultar más allá de las fronteras nacionales hasta la rápida difusión de fuentes primarias por Internet. Tal vez por su multiplicidad, o por su estilo lacónico o utilitario, o debido a un desconocimiento general por parte del público, las proclamaciones de independencia hispanoamericanas no han suscitado el mismo interés que el consagrado a la muy famosa declaración del Congreso Continental en 1776. Es también cuestión de contenido: algunas actas hispanoamericanas, celebradas como iniciadoras de la libertad política, ni siquiera mencionan la independencia entre sus objetivos. Aunque se haya hablado de la «máscara de Fernando VII» para explicar este fenómeno, hay que recalcar que un movimiento autonomista antecedió el proceso independentista, de tal modo que algunas actas, inmortalizadas como de independencia, tal vez no lo fueron en su momento. Otras, como la Declaración de Caracas el 5 de julio de 1811, revelan una impronta tan fuerte del documento norteamericano, que se podrían interpretar como una respuesta a la emulación de aquél. Existen algunos documentos que intentan establecer la independencia sin lograrlo, y quedan por tanto excluidos del corpus, o bien no son actas, sino manifiestos, decretos, bandos u otros instrumentos textuales del sistema jurídico y político hispanoamericano⁶. Por ende, algunos de estos textos señalan problemas que van a complicar la formación de los Estados nacionales, por insistir, no tanto en la independencia respecto a España, sino respecto a potencias rivales regionales.

Por estas razones, hasta hace muy poco, los textos hispanoamericanos no han sido estudiados como un corpus interesante por su valor jurídico, político o simbólico. Todavía hace falta comparar documentos similares, tales como actas, decretos y demás textos, que acuerdan, declaran y proclaman la independencia, para analizar cómo las instituciones políticas definen o vuelven a definir los conceptos de democracia, de política, de independencia y de soberanía, desde las decisiones iniciales en pro de la independencia hasta la consolidación de gobiernos ejerciendo la soberanía sobre territorios específicos.

A la hora de preguntarse cómo clasificar un acta de independencia, se recalca una gran variedad de documentos, producidos en momentos muy distintos, unos en que se requerían nada más que declaraciones de principio, y otros de guerras encarnizadas con la metrópoli o las potencias regionales. En este ensayo, no se pretende ofrecer un recorrido completo de los diferentes documentos y períodos, ni analizar las complejidades de los distintos casos, sino sugerir algunas pistas surgidas de la comparación. Al considerar los textos como un corpus homogéneo, no tanto por el espacio o el momento de su producción, sino por su intención, se puede comprobar su coherencia a nivel de su contenido y contexto de producción. A continuación se tomará en cuenta la periodización y la «serialización» de las actas, para analizar luego los puntos principales de su contenido y terminar con los casos que se consideran verdaderamente "excepcionales". »

41. Jordana Dym est docteure en histoire, professeure à Skidmore College à New-York. Spécialiste des indépendances dans l'Amérique Latine, elle est chercheuse associée au CREDA-Paris III Sorbonne Nouvelle.

Orientations pour la mise en œuvre

Les orientations suivantes sont des entrées indicatives pour traiter ce chapitre dans une approche aussi bien disciplinaire qu'interdisciplinaire, en association avec l'enseignement de langue vivante. Ces entrées permettent d'illustrer, d'approfondir une situation historique et contribuent, dans le cadre de l'enseignement en Bachibac, à construire une culture historique commune.

La période révolutionnaire pose en premier lieu une question de périodisation et d'échelles, afin de faire le lien entre les trois pôles du thème que sont la France, l'Espagne et l'Amérique espagnole. Il est important de marquer ce découpage entre d'une part le développement de la révolution en France et son écho en Espagne, jusqu'à la conquête napoléonienne et la guerre d'Indépendance, et d'autre part les effets de ces événements sur l'Amérique colonisée. Il ne s'agit pas de faire trois blocs étanches ou de mettre en avant une succession mécanique des événements, mais de tracer un cadre dans une période très dense, afin de montrer comment le mouvement parti de France atteint progressivement l'Espagne et bouleverse le pays, comme il bouleverse et transforme toute l'Europe.

La place du chapitre dans la scolarité des élèves

En classe de 4^e, les élèves ont étudié, dans le thème 1 « **Le XVIII^e siècle, expansions, Lumières et révolutions** », le chapitre « **La Révolution française et l'Empire : nouvel ordre politique et société révolutionnée en France et en Europe** ».

Éléments de problématisation

La période, particulièrement dense, nécessite de s'appuyer sur des axes notionnels bien identifiés pour construire la réflexion. Outre la nécessité d'une périodisation structurée, plusieurs éléments peuvent guider le cours. En premier lieu, analyser la rupture révolutionnaire implique de porter la réflexion sur les principes mis en avant en 1789, ce qui permet de faire le lien avec le chapitre précédent, mais surtout de se focaliser sur la façon dont ces principes bouleversent les sociétés et la façon dont les différentes sociétés s'emparent de leur dimension universelle, notamment pour contester une domination (on peut ainsi évoquer, outre les indépendances américaines, les révoltes d'esclaves comme à Saint-Domingue). Autre point fondamental, l'affirmation de l'idée de nation et de souveraineté nationale, qui bouleverse la structure politique et sociale et amène à une réflexion sur une nouvelle organisation : cette question, à l'origine de débats et de conflits majeurs, est fondamentale, en particulier dans la perspective du programme de première. À chaque fois, la confrontation entre France et Espagne permet de faire la part entre ce qui relève d'un mouvement européen, voire mondial, et la façon dont il se traduit selon les réalités politiques et sociales de chaque pays.

On insiste alors sur :

- le **concept de nation, ses traductions et ses singularités** en France, en Espagne et dans les territoires de l'Amérique espagnole, en convoquant les contextes de la Révolution française, de la *Guerra de la Independencia* et de l'émancipation des vice-royautes de l'Amérique espagnole ;
- les **étapes et processus** de la **contestation** de l'absolutisme et de l'Ancien Régime, qui conduisent à l'émergence de la **notion de souveraineté nationale** en rupture avec l'absolutisme royal ;
- les **influences des révolutions étatsunienne et française** dans le monde espagnol (Amérique et péninsule), les *afrancesados*, les *patriotas* des indépendances hispano-américaines ;

- les **caractéristiques et rôles des luttes armées** en France pour le triomphe de la Révolution, en Espagne contre la domination de l'ordre napoléonien à travers la guérilla et en Amérique contre la tutelle espagnole et pour l'indépendance ;
- les **principaux acteurs** tant individuels (Manuel Godoy...) que collectifs (États généraux, Assemblée législative, Convention, *Cortes de Cádiz*, *juntas*, etc.).

Problématique du chapitre – Dans quelle mesure la Révolution française est-elle la matrice d'un nouvel univers politique et social, ainsi que des débats et des tensions qui parcourent la France, l'Espagne, l'Europe et l'Amérique hispanophone de la fin des années 1780 aux indépendances de l'Amérique espagnole ?

Comment mettre en œuvre le chapitre avec les élèves ?

On pourra appuyer la réflexion sur les questionnements suivants, l'importance accordée à chacun d'eux et les modalités de mise en œuvre étant laissées à l'appréciation du professeur.

Cette fiche se concentre sur les axes spécifiques au Bacibac :

- l'impact de la Révolution française en Espagne et la guerre de l'Indépendance (les Cortes de Cadix et la Constitution de 1812) ;
- la réaction contre l'absolutisme et l'émancipation de l'Amérique espagnole, un héros national de l'indépendance (Bolivar).

Pour les autres axes, on se reportera à la [ressource d'accompagnement du programme de première de tronc commun](#).

Comment la Révolution française bouleverse-t-elle l'Espagne jusqu'à la guerre de l'Indépendance (les Cortes de Cadix et la Constitution de 1812) ?

Les événements de la Révolution française débutent durant le règne de Charles IV (1788-1808), concomitant à la crise de l'Ancien Régime (*crisis del Antiguo Régimen*). Dans un premier temps, les événements et transformations politiques de la Révolution sont reçus en Espagne avec inquiétude. Floridablanca, *Secretario de Estado* de 1777 à 1792, craint une contagion révolutionnaire et établit un « cordon sanitaire » : fermeture et contrôle de la frontière par l'armée, censure renforcée contre les informations venues de France, appui de l'Inquisition pour poursuivre les sympathisants des idées révolutionnaires, soutien aux Bourbons de France.

Néanmoins les idées venues de France ont un écho favorable auprès d'une élite minoritaire et éclairée où se retrouvent les *afrancesados*. Manuel Godoy, *Secretario de Estado* de 1792 à 1798, qui tente tout d'abord de sauver Louis XVI, établit de nouvelles relations avec la France révolutionnaire en concluant la guerre de la Convention (1793-1795) par les traités de Bâle (1795) et de San Ildefonso (1796). Ce dernier fait de la monarchie espagnole un allié de la France dans la lutte contre l'Angleterre qui menace l'Amérique espagnole (en 1798, la bataille navale du Cap Saint-Vincent se solde par une défaite de la flotte espagnole et la démission de Godoy). Revenu au pouvoir en 1801, Godoy renoue avec l'alliance franco-espagnole (guerre des Oranges contre le Portugal, allié de l'Angleterre ; participation à la bataille de Trafalgar en 1805 ; traité de Fontainebleau en 1807).

Parmi les principes de la Révolution, celui de nation se diffuse en Espagne et se développe à travers deux moments qui constituent le creuset d'un pays et d'une société entrant dans la modernité et le libéralisme tandis qu'émerge la nation espagnole :

- la *Guerra de la Independencia*, qui fédère une très grande partie des Espagnols contre l'armée napoléonienne et le régime de Joseph I^{er}, contribue à la naissance d'une nation dans une lutte patriotique sous la forme notamment de la guérilla ;
- les Cortes de Cadix, qui se proclament « *Cortes generales y extraordinarias de la Nación española* », sont à l'instar des représentants élus pour les états généraux une émanation de la société espagnole qui s'affirme en tant que nation souveraine. La Constitution de 1812 institutionnalise ces changements :
 - « *Art. 1. La Nación española es la reunión de todos los españoles de ambos hemisferios.*
 - *Art. 2. La Nación española es libre e independiente, y no es ni puede ser patrimonio de ninguna familia ni persona.*
 - *Art. 3. La soberanía reside esencialmente en la Nación, y por lo mismo pertenece a ésta exclusivamente el derecho de establecer sus leyes fundamentales.*
 - *Art. 4. La Nación está obligada a conservar y proteger por leyes sabias y justas la libertad civil, la propiedad y los demás derechos legítimos de todos los individuos que la componen*⁴². »

La guerre de l'Indépendance/*guerra de la Independencia*

« La guerre d'Indépendance est traditionnellement perçue comme la rupture majeure qui voit entrer l'Espagne dans l'époque contemporaine. La radicalité du changement n'est pas aussi marquée que dans la France révolutionnaire, l'absolutisme n'étant définitivement renversé qu'en 1834 ; néanmoins, l'ampleur du séisme politique et social rend par la suite impossible une restauration complète de l'ordre ancien. La guerre d'Indépendance voit dans un même temps la cristallisation de toutes les tensions politiques et sociales de la fin de l'Ancien Régime et l'émergence d'une nouvelle légitimité politique qui débouche sur l'invention d'un modèle institutionnel qui sera, durant tout le XIX^e siècle, le symbole de la liberté et de l'égalité des citoyens. »⁴³

Deux événements de l'année 1808 sont à l'origine du déclenchement d'un conflit contre les forces militaires napoléoniennes positionnées en Espagne et en soutien à Ferdinand VII et à la famille royale : le *motín* de Aranjuez (17 et 18 mars 1808)⁴⁴ et la conférence de Bayonne (avril – mai 1808)⁴⁵.

La guerre de l'Indépendance est le creuset d'un premier patriotisme espagnol qui fédère plusieurs familles politiques autour de la figure de Ferdinand VII. La bataille de Vitoria, le 21 juin 1814, marque la défaite finale de l'armée napoléonienne qui bat en retraite et traverse les Pyrénées à la fin du mois de juin, poursuivie par Wellington.

42. Le [texte de la constitution de 1812](#) est disponible sur le site du *Congreso de los diputados*.

43. Jordi Canal (dir.), *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Paris (Armand Colin), 2021, p. 21.

44. Le soulèvement a pour origine la conjonction entre la présence militaire française, en vertu du traité de Fontainebleau, commandée par Murat et considérée comme une force d'occupation, un mécontentement populaire croissant et des intrigues courtisanes du camp de Ferdinand et des adversaires de Godoy. Ce dernier est fait prisonnier le 19 mars 1808 et Charles IV abdique le même jour.

45. Le 30 avril, à la demande d'arbitrage faite à Napoléon par Ferdinand VII et Charles, s'ouvre une entrevue entre les deux prétendants, qui renoncent tous les deux à la couronne au profit de Napoléon, qui la transmet à son frère Joseph, proclamé Jose I.

Les Cortès de Cadix (1810-1814) et la Constitution de 1812

Les Cortès de Cadix [*Cortes Generales y extraordinarias*. 1810-1813 ; *Ordinarias* 1813–1814 y 1814] constituent un moment majeur de l’histoire politique espagnole et du libéralisme.

C’est le 1^{er} janvier 1810 que la *Junta Central Suprema Gubernativa del Reino*⁴⁶ convoque à « *La lección de Diputados de Cortes [...] para salvar la patria, para restituir al trono nuestro deseado Monarca, y para restablecer y mejorar una constitución que sea digna de la nación española* ». Le processus de désignation des députés⁴⁷ se déroule jusqu’à la fin de l’été 1810, dans le contexte de la *Guerra de la Independencia* et de la mise en place du régime joséphin (juin 1808-décembre 1813), et la première session s’ouvre le 24 septembre 1810. Un deuxième processus électoral se déroule en 1813 pour désigner les députés des *Cortes Ordinarias*. Les députés se répartissent en trois groupes autour d’un consensus idéologique minimal (les royalistes, les libéraux et les américains)⁴⁸ :

- **les realistas**, partisans d’une souveraineté partagée entre le roi et les Cortes, et critiquant à la fois la pensée révolutionnaire française et les doctrines absolutistes ;
- **les liberales**, qui défendent la souveraineté nationale et une conception de la répartition des pouvoirs visant à faire des Cortès monocamérales le centre du nouvel État ;
- **les americanos**, formés par les élites *criollas* qui ne remettent pas en cause les liens avec l’Espagne péninsulaire mais qui revendiquent l’autonomie des territoires de l’empire et une juste représentation des populations américaines.

Si l’œuvre législative ne se limite pas à la *Constitución de Cádiz* – plusieurs décrets sont discutés et votés, comme ceux sur la suppression du système des corporations (*sistema gremial*) ou l’abolition de l’Inquisition (22 février 1813) – la rédaction et l’adoption de la première constitution espagnole constituent l’acmé des Cortès de Cadix. Dès l’ouverture de la session, une commission est formée pour rédiger une constitution, la troisième de l’ère moderne après celles des États-Unis (1787) et de la France (1791). Le texte prévoit :

- une séparation des pouvoirs ;
- la souveraineté de la Nation ;
- la souveraineté des Cortes, représentation de la nation souveraine et chambre monocamérale qui élabore les lois et vote le budget ;
- un souverain, avec droit de veto temporaire, qui sanctionne et promulgue les lois et gouverne avec un Conseil d’État ;
- un pouvoir judiciaire indépendant.

46. La *Junta Central* est formée par une trentaine de représentants issus des *Juntas Provinciales*, dont Jovellanos, et présidée par le comte de Floridablanca puis elle est remplacée par le *Consejo de Regencia*.

47. La désignation des députés se fait par un système électoral masculin et indirect à 3 degrés par territoires (*parroquia, partido, provincia*) et ordres. Voir Quintí Casals Bergés, « El parlamento de las Cortes de Cádiz, proceso electoral y sociología de los diputados (1810-1814) », in Diana Repeto García (coord.), *Las Cortes de Cádiz y la Historia Parlamentaria*, U. de Cádiz, 2012.

48. *Ibid.*, p. 194.

Comment la réaction contre l'absolutisme amène-t-elle à l'émancipation de l'Amérique espagnole, en particulier autour de la figure de Simon Bolivar, héros des indépendances ?

La réaction contre l'absolutisme et l'émancipation de l'Amérique espagnole

Les soulèvements, dans la décennie 1780, de Túpac Amaru et de Túpac Katari ainsi que les révoltes indigènes dites *tupamaras* ou encore les protestations antifiscales violentes (*Proclama* de José Gabriel Condorcanqui, *Conjuración de la los Plateros*, *Comuneros del Socorro*) sont les prémices du processus d'émancipation de l'Amérique espagnole. Mais ce dernier peut être délimité chronologiquement entre 1810 et 1824. À cette date, les *Juntas de Defensa*, convoquées en 1808 à la suite des conséquences de l'invasion de l'Espagne par les troupes napoléoniennes et qui proclament leur soutien à Ferdinand VII [*fernandismo*], optent progressivement pour des revendications émancipatrices de la métropole en convoquant aussi les idées et principes révolutionnaires en réaction contre l'absolutisme de la Couronne espagnole⁴⁹. Parmi les élites *ilustradas* créoles, des intellectuels, des clercs, tout comme les *libertadores* Antonio José de Sucre (1795-1830), José de San Martín (1778-1850), Bernardo O'Higgins (1778-1842) et Simón Bolívar (1783-1830) sont acquis aux idées des Lumières, de la Révolution française et de l'exemple de l'indépendance des États-Unis d'Amérique, qu'ils diffusent en Amérique espagnole, notamment par leurs écrits.

Les évolutions et les problèmes politiques qui à partir de 1808 bouleversent les relations entre la péninsule et les vice-royautés d'Amérique provoquent en 1810 une rupture entre les partisans de la fidélité à Ferdinand VII – *fernandistas*, *realistas* –, ceux qui soutiennent une autonomie autour d'une autorité indépendante de la Régence, qui veut gouverner sur les espaces péninsulaires, d'Amérique et d'Asie (Philippines et dépendances du Pacifique), et les indépendantistes, qui lancent le mouvement révolutionnaire *juntista* :

- dans la *Capitanía General de Venezuela* une *Junta Suprema Conservadora de los Derechos de Fernando VII* gouverne le territoire jusqu'à la mise en place, le 2 mars 1811, du premier *Congreso Nacional de Venezuela* qui proclame l'indépendance du Venezuela le 5 juillet 1811 ;
- en Nouvelle Grenade, les différentes provinces se dotent d'une *junta* parmi lesquelles celle de Bogota, qui se proclame *Junta Principal del Nuevo Reino de Granada* ; commence alors la Première République ;
- dans le Río de la Plata, en mai 1810, se constitue la *Junta de Buenos Aires* autour de Manuel Belgrano, Juan José Castelli y Mariano Moreno et s'initie la « *Revolución de Mayo* » ;
- au Chili, le 18 septembre 1810 est constituée la *Junta de Chile*.

En Nouvelle Espagne, le 16 septembre 1810, Miguel Hidalgo, curé de Dolores, ville de Querétaro, appelle, par le *Grito de Dolores*, à l'insurrection et fédère un soulèvement populaire et indigène.

49. Michel Bertrand, *L'Amérique ibérique des découvertes aux indépendances*, Paris (Armand Colin), 2019. Jean-Pierre Dedieu, Michel Bertrand, Lucrecia Enríquez, Elizabeth Hernández, "Abriendo la conciencia de reino: Cádiz y las independencias americanas", *Boletín de la Academia Chilena de la Historia*, 2012, LXXVIII (121), p. 61-96. José Gregorio Cayuela Fernández, "Las Juntas De Gobierno: Primeros Ensayos De Vida Autónoma En América Española (1808-1814)", *ACTAS - XVI Congreso Internacional de AHILA. Simposio nº 33*. Voir aussi sur la page consacrée au bicentenaire des indépendances sur [le site du ministère de la culture et des sports](#).

Les défaites militaires espagnoles et les indépendances se succèdent de 1811 à 1824, comme le montre cette [chronologie de l'institut Cervantes](#) :

- 1811, indépendance du Venezuela proclamée par le *Congreso General*, début des campagnes de José de San Martín et de Simón Bolívar ;
- 1816, indépendance de l'Argentine proclamée par le *Congreso de Tucumán* ;
- 1817-1818, victoires des troupes de San Martín à Chacabuco et Maipú, proclamation de l'indépendance du Chili ;
- 1819, victoire de Bolívar à Boyacá ;
- 1821, victoire de Bolívar à Carabobo, indépendance du Mexique ;
- 1822, défaites espagnoles de Bomboná et de Pichincha, Agustín Iturbide proclamé empereur du Mexique ;
- 1824, défaites espagnoles à Junín et Ayacucho.

Dès lors, l'Amérique continentale espagnole est indépendante et ne subsistent dans le domaine colonial que des territoires insulaires caribéens : Santo Domingo, qui s'émancipe en 1844, Cuba et Puerto Rico, qui ne deviennent indépendants qu'en 1898.

Un héros national de l'indépendance (Bolívar)

Ce point invite à s'intéresser à Bolívar à l'aune de son statut de héros national. Il est une figure historique majeure de la geste indépendantiste et de la nation vénézuéliennes ; il fait l'objet d'une forme de culte, étudié par l'historien Germán Carrera Damas⁵⁰ : son nom a été convoqué par différentes forces et acteurs politiques du pays pour asseoir leur pouvoir en revendiquant la filiation avec la figure tutélaire du *Libertador*. Dans les années 1830-1840, José Antonio Páez veut rapatrier les restes de Bolívar et renommer Caracas en *Ciudad Bolívar*⁵¹. Depuis 1876, sa dépouille se trouve, par la volonté d'Antonio Guzmán Blanco, qui dirige le Venezuela dans les années 1870, dans le panthéon national, et la monnaie nationale porte le nom d'*El Libertador*, puis de bolívar depuis 1879. Plus récemment, le nom de Simon Bolívar est repris par le chavisme qui, dans la constitution de 1999, qualifie le régime de bolivarien. Héros national vénézuélien, son aura traverse le continent sud-américain et est particulièrement vive en Bolivie⁵².

Simón Bolívar (1783-1830)⁵³, *el Libertador*, naît à Caracas, alors capitale de la récente *Capitanía general de Venezuela*, dans une famille créole (*criola*) aisée de l'aristocratie qualifiée de *mantuana*. Orphelin très tôt, Simón José Antonio de la Santísima Trinidad Bolívar Ponte y Palacios Blanco est confié à son grand-père maternel puis à un oncle maternel. Il reçoit une première éducation à l'*Escuela Pública* de Caracas puis auprès d'un précepteur imprégné des idées des Lumières, Simón Rodríguez, qui, comme sa nourrice l'esclave africaine Hipólita, a marqué ses premières années. À l'âge de 16 ans, il est envoyé poursuivre son éducation en Europe où il visite l'Espagne (1799-1803) ; il se marie à Madrid en 1802, puis s'affilie à la franc-maçonnerie à Cadix en 1803. Il séjourne aussi en France : à Paris, il fréquente les cercles intellectuels et politiques et assiste au sacre de Napoléon. Enfin, il se rend à Rome, où il aurait prononcé le mythique et mythifié *Juramento del Monte Sacro* : « ¡Juro delante de usted, juro por el Dios de mis padres, juro por ellos, juro por mi honor y juro por mi patria, que no daré descanso a

50. Germán Carrera Damas, *El culto a Bolívar*, Caracas (Alfa), 2003.

51. La ville d'Angostura, première capitale où s'est établi Bolívar, a été nommée Ciudad Bolívar en 1846.

52. Initialement nommé *República de Bolívar*, le *Libertador* en rédige la constitution et en fut le protecteur en 1825.

53. Pierre Vayssière, *Simon Bolívar, le rêve américain*, Paris (Payot), 2008. Christine Pic-Gillard, *Bolívar*, Paris (Ellipses), 2020.

mi brazo, ni reposo a mi alma, hasta que haya roto las cadenas que nos oprimen por voluntad del poder español ! »⁵⁴ De retour au Venezuela en 1806, via Hambourg et après un séjour aux États-Unis, il arrive dans le contexte d'une première tentative de soulèvement contre la Couronne dirigée par Francisco de Miranda (1750-1816).

L'implication de Bolivar dans le processus indépendantiste peut être périodisée en plusieurs grandes phases :

- de 1810 à 1812, action dans le giron de Miranda dans le contexte de la *Primera República* : Bolivar rejoint le camp de l'aristocratie créole et s'engage militairement dans le combat indépendantiste à partir de 1810, année au cours de laquelle la *Junta Suprema de Caracas* se met en place et lui confie une mission diplomatique : obtenir l'appui anglais dans la lutte pour l'indépendance. En Angleterre, Bolivar convainc Miranda, qui s'y était réfugié, de reprendre la lutte pour l'indépendance et de rejoindre les *patriotas*. Le retour de Miranda accélère le processus de lutte : destitution du Capitaine général – *Revolución del 19 de abril* –, mise en place de la *Primera República*, proclamation de l'indépendance, qui est actée le 5 juillet 1811 ;
- de 1813 à 1814 : *Segunda República*, entrée triomphale à Caracas de Bolivar qui est désormais nommé *Libertador* ;
- de 1815 à 1816 : exil en Jamaïque.

En 1815 et face aux rivalités croissantes, Bolivar s'exile en Jamaïque où il rédige un texte programmatique :

« Los americanos, en el sistema español que está en vigor, y quizá con mayor fuerza que nunca, no ocupan otro lugar en la sociedad que el de siervos propios para el trabajo, y cuando más el de simples consumidores ; y aún esta parte coartada con restricciones chocantes : tales son las prohibiciones del cultivo de frutos de Europa, el estanco de las producciones que el Rey monopoliza, el impedimento de las fábricas que la misma Península no posee, los privilegios exclusivos del comercio hasta de los objetos de primera necesidad, las trabas entre provincias y provincias americanas, para que no se traten, entiendan, ni negocien ; en fin, ¿quiere usted saber cuál es nuestro destino?, los campos para cultivar el añil, la grana, el café, la caña, el cacao y el algodón, las llanuras solitarias para criar ganados, los desiertos para cazar las bestias feroces, las entrañas de la tierra para excavar el oro que no puede saciar a esa nación avarienta.

Tan negativo era nuestro estado que no encuentro semejante en ninguna otra asociación civilizada, por más que recorro la serie de edades y la política de todas las naciones. Pretender que un país tan felizmente constituido, extenso, rico y populoso sea meramente pasivo, ¿no es un ultraje y una violación de los derechos de la humanidad?

Estábamos, como acabo de exponer, abstraídos y, digámoslo así, ausentes del universo en cuanto es relativo a la ciencia del gobierno y administración del Estado. Jamás éramos virreyes ni gobernadores, sino por causas muy extraordinarias; arzobispos y obispos pocas veces; diplomáticos nunca; militares, solo en calidad de subalternos; nobles, sin privilegios reales; no éramos, en fin, ni magistrados, ni financistas y casi ni aun comerciantes; todo es contravención directa de nuestras instituciones.

54. « Je jure sur mon honneur que je ne laisserai ni répit à mon bras, ni repos à mon âme, tant que je n'aurai pas brisé les chaînes qui nous oppriment par la volonté du pouvoir espagnol ! » Pedro Salima, Luis Aníbal Velásquez, *Reflexiones en torno al Juramento del Monte Sacro*, Caracas, Editorial El Perro y La Rana, 2008. Homero A. Calderon, "Una reflexión más sobre el juramento de Bolívar en el Monte Sacro", *Boletín del Grupo de Investigación y Estudios sobre Historia Antigua y Medieval (GIESHAM)*, Año 4, Vol. Iv, julio-diciembre 2005.

El emperador Carlos V formó un pacto con los descubridores, conquistadores y pobladores de América [...]. Los reyes de España convinieron solemnemente con ellos que lo ejecutasen por su cuenta y riesgo, prohibiéndoseles hacerlo a costa de la real hacienda, y por esta razón se les concedía que fuesen señores de la tierra, que organizaran la administración y ejerciesen la judicatura en apelación, con otras muchas exenciones y privilegios que sería prolijo detallar. El rey se comprometió a no enajenar jamás las provincias americanas, como que a él no tocaba otra jurisdicción que la del alto dominio, siendo una especie de propiedad feudal la que allí tenían los conquistadores para sí y sus descendientes. Al mismo tiempo existen leyes expresas que favorecen casi exclusivamente a los naturales del país originarios de España en cuanto a los empleos civiles, eclesiásticos y de rentas.

Cuando las águilas francesas solo respetaron los muros de la ciudad de Cádiz, y con su vuelo arrollaron los frágiles gobiernos de la Península, entonces quedamos en la orfandad. [...] a causa de la falta de un gobierno legítimo, justo y liberal, nos precipitamos en el caos de la revolución. En el primer momento solo se cuidó de proveer a la seguridad interior, contra los enemigos que encerraba nuestro seno. Luego se extendió a la seguridad exterior; se establecieron autoridades que sustituimos a las que acabábamos de deponer, encargadas de dirigir el curso de nuestra revolución y de aprovechar la coyuntura feliz en que nos fuese posible fundar un gobierno constitucional, digno del presente siglo y adecuado a nuestra situación ».

Carta de Jamaica. 6 de septiembre de 1815

- à partir de 1817 : reprise de la guerre, proclamation en 1819 de la *Gran Colombia*, défaite définitive de l'Espagne en 1821 à Carabobo. De retour au Venezuela en 1817, Bolivar fait d'Angostura la capitale du pays d'où il engage la troisième phase de la guerre. La signature, les 25 et 26 novembre 1820, du *Tratado de Armisticio y Regularización de la Guerra*, dit aussi *Armisticio de Trujillo*, met fin à la guerre contre l'Espagne et consacre l'indépendance du Venezuela au sein de la *Gran Colombia* (1819-1831). À partir de 1824, Bolivar tente de fédérer les nouveaux territoires libérés de la tutelle espagnole dans une union proclamée lors du congrès de Panama (*Congreso Anfitriónico de Panamá*) de 1824-1826.

Cuando, después de cien siglos, la posteridad busque el origen de nuestro derecho público, y recuerden los pactos que consolidaron su destino, registrarán con respeto los protocolos del Istmo. En él, encontrarán el plan de las primeras alianzas, que trazará la marcha de nuestras relaciones con el universo. ¿Qué será entonces el Istmo de Corinto comparado con el de Panamá?''.

Simón Bolívar, Convocatoria del Congreso de Panamá, Lima, 7 de diciembre de 1824

Lexique spécifique à faire acquérir : *modernidad política, derechos humanos y del ciudadano, soberanía nacional, nación, representación nacional, príncipes revolucionarios, constitución, afrancesados, liberalismo, emancipación, independencia, orden político autoritario.*

Exemples de mise en œuvre

Chaque proposition pédagogique est disponible sur le [portail national des ressources d'histoire-géographie en espagnol](#).

España ante la revolución francesa (1789-1814)

Cette [séance](#) est originellement destinée à des élèves de section européenne et de langue orientale (SELO). Elle vise à montrer en quoi les principes révolutionnaires ont pu transformer l'Espagne. Les élèves travaillent sur des documents iconographiques (œuvres de Goya) et les Cortes de Cadix.

España entre revolución y restauración : el Tres de Mayo de Goya

Cette [séance](#) permet, à travers un travail guidé d'analyse iconographique, d'étudier la période napoléonienne et la restauration monarchique en Espagne.

La independencia de la América española

Cette [séance](#) est originellement destinée à des élèves de SELO. Elle vise à définir les caractéristiques du mouvement d'indépendance latino-américaine et met l'accent sur le rôle de Bolivar.

Pièges à éviter

- Oublier de périodiser cette période dense.
- Laisser entendre que la nation ne s'inscrit pas dans l'héritage centralisateur des rois qui ont précédé la Révolution et la guerre de l'Indépendance.
- Ne pas interroger le concept de nation et ne pas mettre en évidence les singularités entre la France, l'Espagne et l'Amérique espagnole.
- Minimiser le poids du contexte européen dans le processus d'émancipation hispano-américain.

Bibliographie et ressources

Sur le chapitre 1

Sources

- [Fuentes y textos para la Historia de España](#) (site personnel d'enseignant).

Ressources en ligne

- Liens vers des ressources sur le site de [l'ambassade d'Espagne](#)
- Sur le site *Kairos* du ministère espagnol de l'Éducation : [El siglo XVIII: los primeros Borbones](#).
- Peintures de Francisco Goya qui présentent des portraits et des scènes de l'Espagne du XVIII^e siècle :
 - [Le Comte de Floridablanca](#), Musée du Prado, 1783.
 - [Une femme et deux enfants à la fontaine](#), Musée Thyssen-Bornemisza, 1787
 - [Une partie de chasse](#), Musée du Prado, 1775.
 - [La riña en la Venta Nueva](#), Musée du Prado, 1777.
 - [La famille de Charles IV](#), Musée du Prado, 1800.
 - [La vendange](#), Musée du Prado, 1786.
- Les portraits des Bourbons :
 - [Philippe V](#) par Jean Ranc, Musée du Prado, 1723.
 - [La famille de Philippe V](#) par Jean Ranc, Musée du Prado, 1735.
 - [Charles III](#) par Anton Rafael Mengs, Musée du Prado, 1765.

- Notices, vidéos sur le site [Artehistoria](#) : *Economía y sociedad en el siglo XVII, Los Austrias menores, La España de los Borbones, El Madrid de los Borbones, La Ilustración*
- [Fundación Biblioteca Virtual Cervantes](#) : *Los Borbones, Carlos IV*
- Sur le site [IES Sabuco](#) : *El siglo XVII: la crisis de la monarquía de los Austrias, El siglo XVIII: el reformismo borbónico y la Ilustración, La crisis del Antiguo Régimen*
- Sur le site de la RTVE, *Memoria de España* :
 - [La decadencia política en el Siglo de Oro.](#)
 - [Decadencia de un imperio. De los Austrias a los Borbones](#)
 - [La nueva España de los primeros Borbones: Felipe V](#)
 - [Carlos III, luces y sombras del Reformismo ilustrado](#)
- Sur le site de la RNE podcast de l'émission *Documentos* :
 - [Carlos III, un reformista ilustrado](#)
 - [Las Sociedades Económicas de Amigos del País](#)
 - [Expedición Malaspina-Bustamante: una odisea de la Ilustración](#)
 - [José Celestino Mutis](#)
- Sur le site Canal UNED :
 - *El cambio económico en la España del siglo XVIII* : [partie 1](#), [partie 2](#) et [partie 3](#)
 - [Nobleza y burguesía en el siglo XVIII](#)
 - [Carlos III y la Ilustración](#)

Bibliographie indicative

Ouvrages généraux et synthèses

- Anne CONCHON et Frédérique LEFERME-FALGUIÈRES, *Le XVIII^e siècle, 1715-1815*, Paris (Hachette), 2007.
- Joël CORNETTE, *Histoire de la France : Absolutisme et Lumières, 1652-1783*, Paris (Hachette), 2000.
- Jean-Pierre DEDIEU, *L'Espagne de 1492 à 1808*, Paris (Belin), 2005 (rééd.).
- Juan Pablo FUSI, *Historia mínima de España*, México (El Colegio de México), 2012.
- Alain HUGON, *L'Espagne du XVI^e au XVIII^e siècle*, Paris (Armand Colin), 2019.
- John LYNCH, *La España del Siglo XVIII*, Barcelona (Crítica), 2005.
- Carlos MARTÍNEZ SHAW, *Breve historia de la España moderna (1474-1808)*, Madrid (Alianza), 2020 (1^{re} ed. 1998).

Pour approfondir la réflexion, notamment sur les enjeux conceptuels et historiographiques

- Jean-René AYMES, *Voir, comparer, comprendre. Regards sur l'Espagne des XVIII^e et XIX^e siècles*, Paris (Presses Sorbonne Nouvelle), 2003.
- Antonio DOMÍNGUEZ ORTIZ, *Carlos III y la España de la Ilustración*, Madrid (Alianza Editorial), 2016.
- John ELLIOT, *La España imperial* (5^e ed.), Barcelona (Vicens Vives), 1998 ; *España y su mundo 1500-1700* (2^e ed.), Madrid (Alianza editorial), 1999.
- Juan Pablo FUSI, *Espagne : Nations, nationalités, nationalismes*, Rennes (PUR), 2002. Le chapitre 3 (p. 87-114) porte sur « La Nation éclairée ».
- Ricardo GARCÍA CÁRCEL, *Historia de España. Siglo XVIII: La España de los Borbones*, Madrid (Ctedra), 2002.
- José Luis GÓMEZ URDÁÑEZ, Carlos MARTÍNEZ SHAW, *Fernando VI y la España discreta*, Madrid (Punto de Vista Editores), 2021.

- Jean-Paul LE FLEM, « [Le roi, l'armée et la science sous le règne de Carlos III](#) », *Bulletin du Centre de recherche du château de Versailles* [En ligne], | 2011.
- María Victoria LÓPEZ-CORDÓN CORTEZO et Jean-Philippe LUIS (dir.), *La naissance de la politique moderne en Espagne (milieu du XVIII^e siècle-milieu du XIX^e siècle)*, Madrid (Casa de Velázquez), 2005.

Sur le chapitre 2

Sources

- [Fuentes y textos para la Historia de España](#) (site personnel d'enseignant).

Ressources en ligne

- Liens vers des ressources sur le site de [l'ambassade d'Espagne](#)
- [Atlas de Historia de España](#) (IES Histórico Bachiller Sabuco).

Sur l'Espagne pendant la période révolutionnaire

- Sur le site *Kairos* du ministère espagnol de l'Éducation : [Crisis del Antiguo Régimen](#).
- Sur la guerre de l'Indépendance :
 - « [Los fondos de la Guerra de la Independencia](#) », site du ministère espagnol de la Culture
 - RNE documentos, "[1808, Guerra de la Independencia](#)"
- Sur Goya :
 - [dossier du Musée du Prado](#)
 - [émission Documentos](#) qui est consacrée à la vie et à l'œuvre de Francisco de Goya
- Sur les Cortes de Cadix :
 - Une [notice sur le site du Congrès des députés sur le Juramento de los diputados a las Cortes Generales y extraordinarias en 1810](#). Iglesia de San Pedro y San Pablo. Isla de León (San Fernando, Cádiz). José Casado del Alisal, 1863.
- Sur la Constitution de 1812 :
 - Salvador Viniegra, *¡Viva la Pepa!*, 1912. Museo Histórico Municipal, Cádiz ;
 - une [notice sur la Constitution de 1812](#) sur le site du Congrès des députés ;
 - une [mise au point sur la Constitution](#) sur le site de l'université de Navarre ;
 - un [article sur la Constitution](#) sur le site de la bibliothèque virtuelle Miguel de Cervantès ;
 - RNE documentos, '[La Constitución de Cádiz](#)'.

Sur l'émancipation de l'Amérique espagnole

- *Fundación Biblioteca Virtual Cervantes* : [mapa de los países de América Latina con su fecha de independencia](#) ; [mapa de la independencia de la América española](#)
- Un [ensemble de ressources autour du bicentenaire des indépendances](#) sur le site du ministère de la Culture et des Sports espagnol.
- Les [ressources du portail national de ressources histoire-géographie en espagnol](#) sur la question.
- Sur Simon Bolivar :
 - RNE documentos : "[Simón Bolívar, el libertador](#)", [1821, El nacimiento de México](#)
 - [Discursos y proclamas](#) (1899), sur le site de la bibliothèque virtuelle colombienne.

Bibliographie indicative

Ouvrages généraux et synthèses

- Michel BERTRAND, *L'Amérique ibérique des découvertes aux indépendances*, Paris (Armand Colin), 2019.
- Michel BERTRAND, Martine GUIBERT, Carla FERNANDES, *Les indépendances en Amérique latine*, Toulouse (PUM), 2010.
- Jordi CANAL (dir.), *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Paris (Armand Colin), 2021.
- Juan Pablo FUSI, *Historia mínima de España*, México (El Colegio de México), 2012.
- Bernard LAVALLÉ, *L'Amérique espagnole, de Colomb à Bolivar*, Paris (Belin), 2011.
- Miguel ARTOLA, *Las Cortes de Cádiz*, Madrid (Marcial Pons), 2003.
- François-Xavier GUERRA, *Modernidad e independencias: ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, Madrid (Ediciones Encuentro), 2009.
- Véronique HÉBRARD et Geneviève VERDO (dir.), *Las independencias hispanoamericanas*, Madrid (Casa de Velázquez), 2013.

Pour approfondir la réflexion, notamment sur les enjeux conceptuels et historiographiques

- Germán Carrera Damas, *El culto a Bolívar*, Caracas (Alfa), 2003.
- José Gregorio CAYUELA FERNÁNDEZ, 'Las Juntas de Gobierno: primeros ensayos de vida autónoma en América española (1808-1814)', *ACTAS - XVI Congreso Internacional de AHILA. Simposio n° 33*.
- Elizabeth HERNÁNDEZ, "Abriendo la conciencia de reino: Cádiz y las independencias americanas", *Boletín de la Academia Chilena de la Historia*, 2012, LXXVIII (121), p. 61-96.
- Jean-Philippe LUIS (dir.), *La Guerre d'Indépendance espagnole et le libéralisme au XIX^e siècle*, Madrid (Casa de Velázquez), 2011.
- Diana REPETO GARCÍA (coord.), *Las Cortes de Cádiz y la Historia Parlamentaria*, U. de Cádiz, 2012.
- Pierre VAYSSIÈRE, *Simon Bolivar, le rêve américain*, Paris (Payot), 2008.